



**Rapport des administrateurs de la  
Ville de Rouen  
Au sein de Rouen Normandie Aménagement  
(Article L1524.5 du CGCT)**

**Société Publique Locale  
65 avenue de Bretagne  
Immeuble Montmorency 2  
76100 Rouen**

**Année 2023**

Conformément aux dispositions des articles L 1531-1 et L 1524-5 du CGCT, le rapport des administrateurs de la **ville de Rouen** au sein du Conseil d'Administration de Rouen Normandie Aménagement, présenté au **Conseil Municipal du 3 octobre 2024** a pour objet de rendre compte de l'activité de la Société au cours de **l'exercice 2023**.

Le rapport des administrateurs s'appuie sur le rapport de gestion de la société qui, en l'espèce, intègre les éléments d'information issus des dispositions du décret n°2022-1406 du 4 novembre 2022 relatif au contenu du rapport du mandataire prévu par l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales.

P.J. : données issues du rapport de gestion **2023** approuvé par l'assemblée générale ordinaire du **26 juin 2024**



**DONNEES ISSUES DU RAPPORT DE GESTION  
sur les comptes de l'exercice 2023**

présenté par le  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
du 26 / 06 / 2024

**Rouen Normandie Aménagement**  
Société Publique Locale

Conformément aux dispositions des articles L.232-102 et L.232-1 du Code de Commerce, le rapport de gestion ci-après, présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire par le Conseil d'Administration de Rouen Normandie Aménagement, a pour objet de rendre compte de l'activité de la Société au cours de **l'exercice 2023**. Il comprend une section spécifique au rapport sur le gouvernement d'entreprise conformément aux dispositions des articles L225-37 et L225-37-4 du Code de Commerce.

A cet effet, le présent rapport analyse les points suivants :

## **PRESENTATION DE LA SOCIETE ET HISTORIQUE**

### **I – GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

- 1-** Rapport sur le gouvernement d'entreprise – Articles L225-37 et L225-37-4 du Code de Commerce
  - 1.1 Liste des mandats ou fonctions exercées par les mandataires sociaux durant l'exercice
  - 1.2 Tableau des filiales (Article 233-15 du Code de Commerce)
  - 1.3 Conventions intervenues entre mandataires sociaux / actionnaires d'une société et de l'une de ses filiales
  - 1.4 Délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale du Conseil dans le domaine des augmentations de capital
  - 1.5 Choix des modalités d'exercice de la direction générale
  - 1.6 Prise de participation (Article 233-6 du Code de Commerce)
- 2-** Rappel des séances du Conseil d'administration, des assemblées générales et des données concernant le capital de la société
- 3-** Mouvements intervenus au cours de l'exercice au sein du personnel

### **II - ACTIVITE DE LA SOCIETE**

- 1-** Evènements importants postérieurs à l'arrêté des comptes
- 2-** Liste des opérations notifiées au 31/12/2023
- 3-** Faits marquants de l'exercice – Principaux risques et incertitudes
- 4-** Prévention et détection des faits d'atteinte à la probité
- 5-** Procédures et outils du contrôle interne, de la chaîne budgétaire et du contrôle financier de la SPL
- 6-** Données chiffrées 2023 et prévisions 2024
- 7-** Commentaires sur les opérations

### **III - RAPPORT FINANCIER SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE 2023**

Bilan et comptes de l'exercice

Le résultat

Affectation des résultats

Capitaux propres

Situation des fonds propres sur l'année 2023, prévisions 2024

## PRESENTATION DE LA SOCIETE ET HISTORIQUE

### Présentation de la société : au 31/12/2023

Dénomination : SPL Rouen Normandie Aménagement  
Siège social : 108 allée François Mitterrand – le 108 – 76100 Rouen  
Adresse bureaux : Immeuble Montmorency II – 65 avenue de Bretagne 76100 Rouen  
Forme juridique : Société Publique Locale  
Capital social : 1 500 000 euros  
Date de mise à jour des statuts : 20 juin 2022

Date de création : 20 septembre 2010  
Date d'immatriculation : 08 juin 2011  
Durée : 99 ans  
Durée de la personne morale : jusqu'au 07/06/2110

#### Objet :

La société a pour objet de réaliser, exclusivement pour le compte de ses collectivités actionnaires et sur leur territoire géographique, les actions ou opérations d'aménagement ayant pour objets de :

- Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- Favoriser le développement des loisirs et du tourisme,
- Réaliser des équipements collectifs,
- Mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat,
- Lutter contre l'insalubrité,
- Permettre le renouvellement urbain,
- Sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

En outre, elle pourra également réaliser des prestations ayant pour objet le développement de projets culturels et touristiques, l'amélioration de l'habitat, la régénération urbaine, ainsi que toutes autres opérations d'intérêt général connexes aux différentes compétences ci-dessus définies

A cet effet, la société pourra passer toute convention appropriée, et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

Président : MAYER-ROSSIGNOL Nicolas  
Directeur Général : DE NIJS Rémi

#### Répartition du capital :

Métropole Rouen Normandie	1 000 000 €	100 000 actions	66,66 %
Ville de Rouen	189 450 €	18 945 actions	12,63 %
Ville de Petit Quevilly	69 750 €	6 975 actions	4,65 %
Ville de Cléon	46 500 €	4 650 actions	3,10 %
Ville d'Elbeuf	9 300 €	930 actions	0,62 %
Ville de St Aubin les Elbeuf	10 000 €	1 000 actions	0,67 %
Ville de Grand-Quevilly	70 000 €	7 000 actions	4,67 %
Ville de Notre Dame de Bondeville	30 000 €	3 000 actions	2,00 %
Ville de Sotteville-lès-Rouen	75 000 €	7 500 actions	5,00 %
Total	1 500 000 €	150 000 actions	100,00 %

## Historique

A sa création, la société portait le nom de CREA Aménagement. Elle avait été créée avec un statut de société publique locale d'aménagement ayant pour objet de réaliser pour le compte de ses actionnaires les actions ou opérations d'aménagement de l'Ecoquartier Flaubert. Ses actionnaires étaient au nombre trois : la Métropole Rouen Normandie, anciennement dénommée CREA - Communauté de l'Agglomération Rouen-Elbeuf-Austreberthe, la Ville de Rouen et la ville de Petit Quevilly. Son capital social, fixé à 550 000 euros et constitué de 55 000 actions de 10 euros chacune, était détenu comme suit :

CREA	440 000 €	44 000 actions	80,00 %
Ville de Rouen	68 750 €	6 875 actions	12,50 %
Ville de Petit-Quevilly	41 250 €	4 125 actions	7,50 %

La SPLA est également membre du GIE de moyens, CREA SEINE AMENAGEMENT, constitué avec la SEM Rouen seine aménagement.

En 2014, les actionnaires décident de modifier les statuts de la société pour la transformer en SPL, d'élargir son objet social (assemblée générale extraordinaire du 25/02/2014) et de modifier sa dénomination sociale (assemblée générale extraordinaire du 17/10/2014). La SPLA CREA Aménagement devient ainsi la SPL Rouen Normandie aménagement.

En 2015, l'assemblée générale extraordinaire (28/01/2015) décide de modifier les statuts de la société pour agréer les villes de Cléon et Elbeuf en qualité de nouveaux actionnaires et d'augmenter le capital de 550 000€ à 930 000 euros par la création de 38 000 actions nouvelles de numéraires de 10 euros chacune.

Cette même année, la SPL se porte acquéreur dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine des titres de la SEM Rouen seine aménagement, laquelle fait l'objet d'une dissolution sans liquidation. La SPL se substitue à la SEM dans ses droits et obligations notamment relatifs à l'activité opérationnelle de Rouen seine aménagement, contrats et aux moyens pour les réaliser, aux personnels, bureaux et outils de travail. Le GIE de moyens fait l'objet d'une liquidation.

Les actionnaires en assemblée générale extraordinaire du 29/06/2015 décident de modifier les statuts de la société pour agréer la ville de Saint-Aubin les Elbeuf en qualité de nouvel actionnaire et décider l'augmentation du capital social de la société de 930 000 euros qui est porté à un montant de 1 500 000 euros par la création de 150 000 actions nouvelles de numéraires de 10 euros chacune.

En 2018, les actionnaires décident de modifier les statuts par l'agrément de la prise de participation des villes de Grand-Quevilly et de Notre Dame de Bondeville en qualité de nouveaux actionnaires. La modification statutaire porte également sur la modification du siège social à la suite au déménagement de la Métropole Rouen Normandie au 108 (assemblée générale extraordinaire du 07/06/2018).

En 2022, les actionnaires décident d'agréer la prise de participation de la ville de Sotteville-lès-Rouen en qualité de nouvel actionnaire, laquelle sera ratifiée en assemblée générale sur l'exercice 2023.

En 2023, l'assemblée générale extraordinaire (08/02/2023) a constaté l'agrément de tous les actionnaires et la prise de participation de la ville de Sotteville-lès-Rouen, décidé en conséquence de la modification de l'article 6 des statuts de la société relatif au capital social et désigné les représentants aux conseils d'administration.

# I – GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

## 1- Rapport sur le gouvernement d'entreprise – Articles L225-37 et L225-37-4 du Code de Commerce

### 1.1 Liste des mandats ou fonctions exercées par les mandataires sociaux durant l'exercice

Nicolas Mayer-Rossignol	Président de la Métropole Rouen Normandie
	Président de la SPL Rouen Normandie Aménagement
	Administrateur SEMRI MR
	Administrateur EPF Normandie
	Président SEM ASER
David LAMIRAY	Administrateur Rouen Normandie Aménagement
	Administrateur Rouen Normandie Stationnement
	Administrateur Logeo Habitat
	Administrateur Logeo Seine
Djoudé MERABET	Administrateur Rouen Normandie Aménagement
	Administrateur EBS Habitat
Abdelkrim MARCHANI	Administrateur Rouen Normandie Aménagement
	Président Directeur Général du MIN de Rouen
Anne-Emilie RAVACHE	Administratrice Rouen Normandie Aménagement
	Administratrice Rouen Normandie Stationnement
	Administratrice Rouen Normandie Tourisme et Congrès
	Administratrice Rouen Normandie Création
	Vice-présidente Centre de Gestion 76
	Administratrice ESADHAR
	Administratrice SMEDAR
Pascal RIGAUD	Administrateur Rouen Normandie Aménagement
	Administrateur Rouen Normandie Tourisme
	Administrateur 106 REM
	Administrateur Rouen Normandie Tourisme et Congrès
	Administrateur Rouen Normandie Création
Thierry CHAUVIN	Administrateur Rouen Normandie Aménagement
	Administrateur Rouen Normandie Stationnement
Pierre PELTIER	Administrateur Rouen Normandie Invest
	Administrateur Rouen Normandie Aménagement
Fatima EL KHILI	Administratrice Rouen Normandie Aménagement
	Administratrice SEMRI MR
	Administratrice ROUEN HABITAT
Charlotte GOUJON	Administratrice Rouen Normandie Aménagement
	Administratrice Seine Habitat
	Administratrice Logirep
	Administratrice de la SAC Métropole Habitat
	Membre du bureau du SMEDAR
Frédéric MARCHE	Administrateur de Rouen Normandie Aménagement
Thomas CAILLOT	Administrateur de Rouen Normandie Aménagement
	Administrateur SEMRI MR
Jean-Marie MASSON	Administrateur Rouen Normandie Aménagement
	Administrateur Revue générale des routes et de l'aménagement
	Administrateur Comité national français de l'association mondiale de la route
Nicolas ROULY	Administrateur Rouen Normandie Aménagement
	Président de Quevilly Habitat
Myriam MULOT	Administratrice Rouen Normandie Aménagement
Rémi de NIJS	Directeur Général Rouen Normandie Aménagement
	Directeur Général Délégué de la SEMRI
	Directeur Général Rouen Normandie Stationnement
	Directeur Général Délégué de Rouen Park
Luce PANE	Administratrice Rouen Normandie Aménagement
Alexis RAGACHE	Administrateur Rouen Normandie Aménagement

### 1.2 Rémunération et avantages en nature des représentants et mandataires sociaux

Aucune rémunération et avantages en nature n'ont été distribués aux représentants et mandataires sociaux comme indiqué dans l'article 23 des statuts de la société.

### 1.3 Tableau des filiales (Article 233-15 du Code de Commerce)

Etat néant

### 1.4 Conventions intervenues entre mandataires sociaux / actionnaires d'une société et de l'une de ses filiales

La Société Publique Locale ne dispose pas de filiale.

En application de l'article L225-40 du code du commerce, les conventions suivantes, conclues au cours de l'exercice écoulé, ont fait l'objet de l'autorisation préalable du conseil d'administration. Elles sont soumises à l'avis du commissaire aux comptes qui présente un rapport spécial sur ces conventions lequel est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale de la société :

- Mise à disposition du personnel de la SPL auprès de la SEM Rouen Park nécessaire au suivi opérationnel et à l'encadrement de projet
- Mise à disposition du personnel de la SPL auprès de la SEMRI MR nécessaire à la gestion de la vie sociale, à la gestion administrative et financière, au développement et au suivi des investissements
- Mise à disposition du personnel de la SPL auprès de la SPL Rouen Normandie Stationnement nécessaire à la gestion de la vie sociale, au développement et au suivi des investissements
- Mise à disposition du personnel de la SPL auprès du GIE PAR en raison de l'élargissement de son périmètre

### 1.5 Délégations de compétence et de pouvoirs accordés par l'assemblée générale du Conseil dans le domaine des augmentations de capital

Etat néant

### 1.6 Choix des modalités d'exercice de la direction générale

Conformément aux dispositions légales et à l'article 21 des statuts, le Conseil d'administration de la société a décidé à l'unanimité en sa séance du 13 décembre 2019 d'opter pour la dissociation des fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur Général. Ses modalités sont inchangées à ce jour.

### 1.7 Prises de participation (Article 233-6 du Code de Commerce)

Etat néant

## 2- Rappel des séances du Conseil d'administration, des assemblées générales et des données concernant le capital de la société

### A - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration s'est réuni à deux reprises en 2023. Au cours de ces deux séances, les principales décisions prises et informations données ont été les suivantes :

- **33<sup>ème</sup> séance tenue le 24/05/2023**

Le conseil d'administration, représenté comme suit, a :

Collectivités Locales	Nbre représentant s	Participants	
Métropole Rouen Normandie	9	3	33%
Ville de Rouen	1		0%
Ville de Petit Quevilly	1	1	100%
Ville de Cléon	1	1	100%
Ville d'Elbeuf sur Seine	1	1	100%
Ville de Saint Aubin les Elbeuf	1	1	100%
Ville de Grand Quevilly	1	1	100%
Ville de Notre Dame de Bondeville	1		0%
Ville de Sotteville-lès-Rouen	1	1	100%
<b>Taux de participation des collectivités</b>	<b>17</b>	<b>9</b>	<b>53%</b>

Approuvé à l'unanimité le procès-verbal du conseil d'administration du 8 décembre 2022.

Approuvé à l'unanimité, après exercice du contrôle analogue de la SPL par les élus, le bilan et les comptes de l'exercice 2022 et décidé de tenir une Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes.

Approuvé à l'unanimité, après en avoir délibéré, le rapport de gestion du conseil d'administration à l'Assemblée Générale Ordinaire et le projet de textes des résolutions.

Examiné la liste des marchés conclus dans le cadre des opérations confiées à la SPL en 2022 et la synthèse des avenants sur contrats de la société et émit aucune remarque sur les marchés et avenants conclus en 2022.

Examiné la proposition de la SPL et approuvé à l'unanimité son intervention pour l'opération en assistance à maîtrise d'ouvrage de la ville de Sotteville Les Rouen de réaménagement du parc urbain Marcel Lods et de réhabilitation des cinq écoles et du gymnase, autorisé le Directeur Général à signer les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Examiné la proposition de la SPL et approuvé à l'unanimité son intervention pour l'opération en assistance à maîtrise d'ouvrage de la ville de Rouen NPNRU Rouen / ZAC Centralité Châtelet, autorisé le Directeur Général à signer les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Examiné la proposition de la SPL et approuvé à l'unanimité la négociation d'un contrat avec la Métropole en vue du recensement des ZAE en application de la loi « Climat et Résilience » du 22 août 2022, autorisé le directeur général à signer la convention et tous les documents administratifs nécessaires à sa réalisation.

- **34ème séance tenue le 07/12/2023**

Le conseil d'administration, représenté comme suit, a :

Collectivités Locales	Nbre représentant s	Participants	
Métropole Rouen Normandie	9	6	67%
Ville de Rouen	1	1	100%
Ville de Petit Quevilly	1	1	100%
Ville de Cléon	1		0%
Ville d'Elbeuf sur Seine	1	1	100%
Ville de Saint Aubin les Elbeuf	1	1	100%
Ville de Grand Quevilly	1		0%
Ville de Notre Dame de Bondeville	1		0%
Ville de Sotteville-lès-Rouen	1		0%
<b>Taux de participation des collectivités</b>	<b>17</b>	<b>10</b>	<b>59%</b>

Approuvé à l'unanimité le procès-verbal du conseil d'administration du 24/05/2023.

Après en avoir délibéré, pris acte de l'actualisation du prévisionnel 2023

Approuvé à l'unanimité, après exercice du contrôle analogue de la SPL par les élus, le budget 2024

Approuvé à l'unanimité le prêt de trésorerie de la structure à l'opération Rouen Flaubert et autorisé le Directeur Général à procéder à sa mise en place sur l'exercice 2024.

Examiné et approuvé à l'unanimité l'intervention de la SPL dans la stratégie de rénovation et de recommercialisation des quartiers fragilisés, autorisé le Directeur Général à finaliser les documents nécessaires à la conclusion d'un contrat en concession CRAC confié par la Métropole Rouen Normandie.

Examiné et approuvé à l'unanimité l'intervention de la SPL pour l'opération en assistance à maîtrise d'ouvrage de la Métropole Rouen Normandie sur l'OPAH RU Rouen, autorisé le Directeur Général à signer les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Examiné et approuvé à l'unanimité l'intervention de la SPL pour l'opération en assistance à maîtrise d'ouvrage de la Métropole Rouen Normandie sur l'OPAH RU Elbeuf sur Seine, autorisé le Directeur Général à signer les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Examiné et approuvé à l'unanimité l'opportunité d'intervention de la SPL dans la réalisation de l'opération de restructuration en mandat de l'immeuble Concorde Rouen Saint Sever, autorisé le Directeur Général à signer les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Examiné et approuvé à l'unanimité les avenants 4 et 5 au mandat NPNRU Cléon Arts Feugrais sous maîtrise d'ouvrage de la ville de Cléon et l'avenant 5 NPNRU Cléon Arts Feugrais sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Rouen Normandie (groupement de commande spécifique à la réalisation des travaux des voiries et espaces publics inscrits dans le projet du NPNRU porté par la commune de Cléon et la Métropole)

Examiné et approuvé à l'unanimité l'avenant 1 à la concession Flaubert.



Examiné et approuvé à l'unanimité la mise à disposition à temps partiel d'un responsable d'opération architecte salarié de la SPL au profit de la SEMRI et autorisé le Directeur Général à signer les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Examiné et approuvé à l'unanimité le maintien des mises à disposition du personnel de la SPL au profit des sociétés SEMRI MR, Rouen Normandie Stationnement, Rouen Park, GIE PAR.

Examiné et approuvé à l'unanimité la charte de déontologie et autorisé le Directeur Général à sa mise en place au sein de la SPL

Examiné et approuvé à l'unanimité le principe de fusion de RNA/RNS et autorisé le Directeur Général à poursuivre les études

Examiné et pris acte du plan à moyen terme de la SPL.

## B – ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale s'est réunie deux fois en 2023 en Assemblée Générale :

- Assemblée Générale Extraordinaire du 08/02/2023

L'assemblée Générale, représentée comme suit, a :

Collectivités Locales	Nbre représentant s	Participants	
Métropole Rouen Normandie	1	1	100%
Ville de Rouen	1	1	100%
Ville de Petit Quevilly	1	1	100%
Ville de Cléon	1	1	100%
Ville d'Elbeuf sur Seine	1	1	100%
Ville de Saint Aubin les Elbeuf	1	1	100%
Ville de Grand Quevilly	1	1	100%
Ville de Notre Dame de Bondeville	1		0%
Ville de Sotteville-lès-Rouen	1		0%
<b>Taux de participation des collectivités</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>78%</b>

Approuvé après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration et constaté l'agrément de tous les actionnaires et la prise de participation de la ville de Sotteville-lès-Rouen. Ces actions sont acquises à la Ville de Rouen à leur valeur nominale. Décidé de modifier en conséquence l'article 6 des statuts de la société relatif au capital social. La prise de participation de la ville de Sotteville-Lès-Rouen a été réalisée par la vente d'actions au prix nominal par la Ville de Rouen de 7 500 actions soit 75 000€.

Le montant du capital social n'a pas été modifié, la Ville de Rouen ayant cédé une partie de ses actions au nouvel actionnaire. La répartition du nouveau capital social est répartie comme suit :

Métropole Rouen Normandie	1 000 000 €	100 000 actions	66,66 %
Ville de Rouen	189 450 €	18 945 actions	12,63 %
Ville de Petit Quevilly	69 750 €	6 975 actions	4,65 %
Ville de Cléon	46 500 €	4 650 actions	3,10 %
Ville d'Elbeuf	9 300 €	930 actions	0,62 %
Ville de St Aubin les Elbeuf	10 000 €	1 000 actions	0,67 %
Ville de Grand-Quevilly	70 000 €	7 000 actions	4,67 %
Ville de Notre Dame de Bondeville	30 000 €	3 000 actions	2,00 %
Ville de Sotteville-lès-Rouen	75 000 €	7 500 actions	5,00 %
<b>Total</b>	<b>1 500 000 €</b>	<b>150 000 actions</b>	<b>100,00 %</b>

Désigné pour une période de 6 années les représentants aux conseils d'administration :

- Métropole Rouen Normandie : Madame Luce Pane
- Ville de Sotteville-lès-Rouen : Monsieur Alexis Ragache

- Assemblée Générale Ordinaire du 29/06/2023

L'assemblée Générale, représentée comme suit, a :

Collectivités Locales	Nbre représentant s	Participants	
Métropole Rouen Normandie	1	1	100%
Ville de Rouen	1		0%
Ville de Petit Quevilly	1		0%
Ville de Cléon	1	1	100%
Ville d'Elbeuf sur Seine	1	1	100%
Ville de Saint Aubin les Elbeuf	1	1	100%
Ville de Grand Quevilly	1	1	100%
Ville de Notre Dame de Bondeville	1		0%
Ville de Sotteville-lès-Rouen	1	1	100%
<b>Taux de participation des collectivités</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>67%</b>

Après avoir entendu la lecture du bilan, du compte de résultats, du rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire, du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes, l'Assemblée a approuvé à l'unanimité les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 faisant ressortir un bénéfice de 324 367.73 euros. Décidé à l'unanimité d'affecter le bénéfice au compte report à nouveau pour 308 149.34 euros et au poste réserve légale pour 16 218.39 euros. Approuvé à l'unanimité le rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions règlementées. Donné quitus entier et sans réserve aux administrateurs pour leur gestion et au commissaire aux comptes pour l'accomplissement de sa mission

### C - CAPITAL DE LA SOCIETE et DIRIGEANTS

La composition de l'actionnariat et du Conseil d'Administration de la société au 31 décembre 2023 est récapitulée ci-après :

ACTIONNAIRES	Nombre d'actions	%	Représentants permanents au Conseil d'Administration
<b>Collectivités Locales</b>	<b>150 000</b>	<b>100%</b>	
	100 000	66,67%	Nicolas MAYER-ROSSIGNOL David LAMIRAY Djoudé MERABET Abdelkrim MARCHANI Anne-Emilie RAVACHE Pascal RIGAUD Thierry CHAUVIN Pierre PELTIER Luce PANE
Métropole Rouen Normandie (anciennement la CREA)			
Ville de Rouen	18 945	12,63%	Fatima EL KHILI
Ville de Petit-Quevilly	6 975	4,65%	Charlotte GOUJON
Ville de Cléon	4 650	3,10%	Frédéric MARCHE
Ville d'Elbeuf Sur Seine	930	0,62%	Thomas CAILLOT
Ville de Saint Aubin les Elbeuf	1 000	0,67%	Jean-Marie MASSON
Ville de Grand Quevilly	7 000	4,67%	Nicolas ROULY
Ville de Notre Dame de Bondeville	3 000	2,00%	Myriam MULO
Ville de Sotteville-lès-Rouen	7 500	5,00%	Alexis RAGACHE

### 3- Mouvements intervenus au cours de l'exercice au sein du personnel

En 2023, les faits marquants dans les mouvements de personnels ont été les suivants :

Départ et remplacement d'un responsable opérationnel expérimenté

Une mise à disposition ponctuelle et en tant que de besoins du personnel de Rouen Normandie Aménagement au profit de la SEMRI MR a été mise en place et reconduite avec les personnels suivants :

- le Directeur de Développement
- le Responsable de Développement
- le Directeur Administratif et Financier
- un Directeur de projets
- un chef de projets
- une assistante vie sociale
- un Responsable de gestion des Marchés
- un Gestionnaire des Marchés
- quatre assistantes opérationnelles

Une mise à disposition ponctuelle et en tant que de besoins du personnel de Rouen Normandie Aménagement au profit de la SPL Rouen Normandie Stationnement a été mise en place avec les personnels suivants :

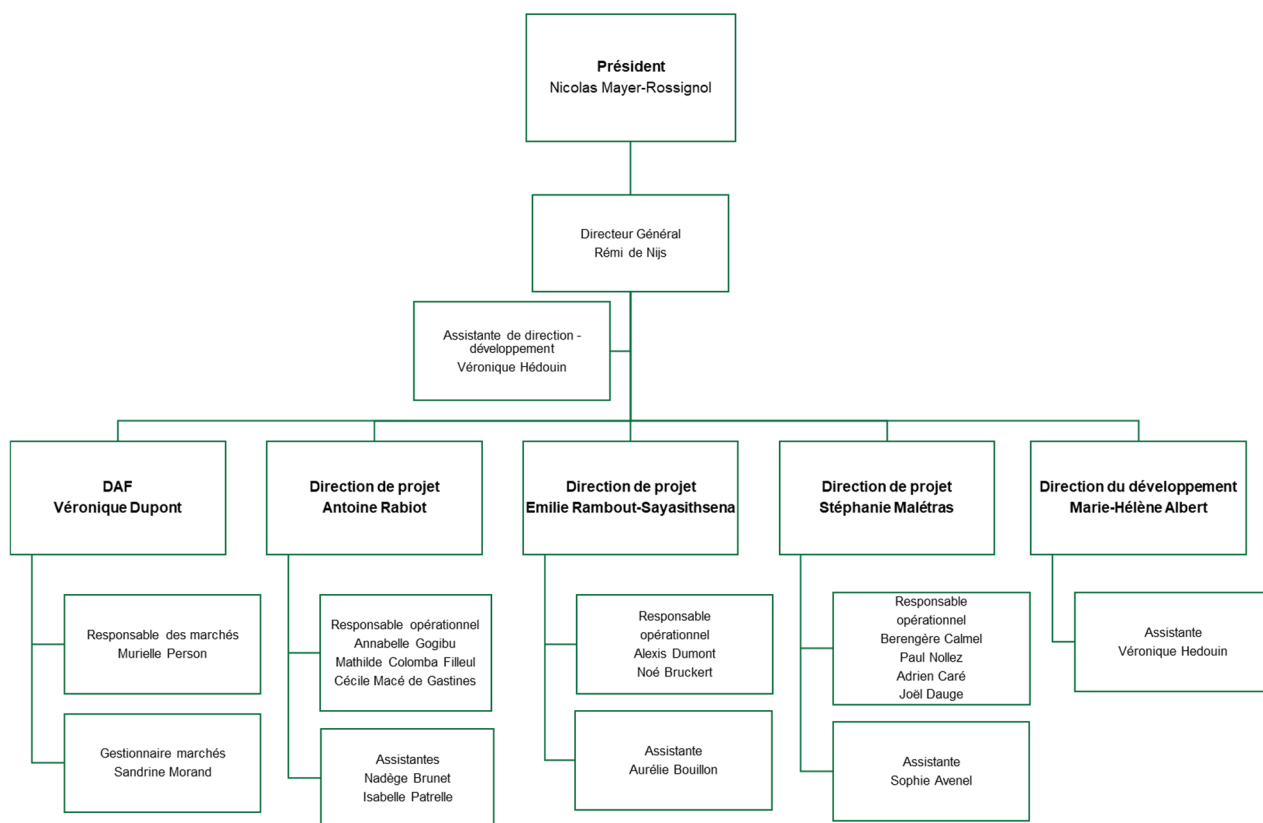
- le Directeur de Développement
- un Directeur de projets
- un responsable opérationnel
- une assistante vie sociale
- une assistante opérationnelle

Une mise à disposition ponctuelle et en tant que de besoins du personnel de Rouen Normandie Aménagement au profit de la SEM Rouen Park a été mise en place avec les personnels suivants :

- le Directeur de Développement
- un chef de projets
- une assistante vie sociale

Une mise à disposition ponctuelle et en tant que de besoins du personnel de Rouen Normandie Aménagement au profit du GIE PAR été mise en place avec le personnel d'une assistante opérationnelle et d'une assistante vie social

L'organigramme de la SPL s'établit au 31/12/2023 comme présenté ci-dessous, le personnel est composé de 20 salariés :



## II - ACTIVITE DE LA SOCIETE EN 2023

### 1- Evènements importants postérieurs à l'arrêté des comptes

Sans objet

## 2- Liste des opérations en cours au 31 décembre 2023

Actionnaire donneur d'ordres	Type de contrat	Code	Nom Opération	Territoire
Métropole Rouen Normandie	Concessions	6000	Rouen Flaubert	Rouen / Petit Quevilly
		6005	Plaine de la Ronce	Bois Guillaume / Saint Martin du Vivier / Isneauville
		6006	Moulin IV	Cléon
		6007	Halage Isover	Saint Etienne du Rouvray
		6010	Elisa Lemonnier	Petit Quevilly
		6012-6013	Sablonnière - Cotoni	Oissel / Saint Etienne du Rouvray
		6034	Rouen Innovation Santé	Rouen
		6802	Rouen Madrillet Innovation / Extension	Saint Etienne du Rouvray / Petit Couronne
	Mandats	5001	Bords de Seine	Rouen
		5004	Voiries Petit Quevilly	Petit Quevilly
		5020	Voiries Cléon	Cléon / Saint Aubin les Elbeuf
	AMO	7014	OPAH RU Elbeuf 3	Elbeuf sur Seine
		7020	RIS Pôle de vie	Rouen
		7027	Inventaire des fonciers	Métropole
Rouen	Concession	6035	Luciline	Rouen
		6020	NPNRU Châtelet	Rouen
	Mandat	Z5029	Gymnase RIS	Rouen
Petit Quevilly	Concession	6009	Petit Quevilly Village	Petit Quevilly
	Mandat	5006	Groupe scolaire Henri Wallon	Petit Quevilly
		5008	Groupe scolaire Quartier Piscine	Petit Quevilly
		5010	Démolition parking Logirep	Petit Quevilly
		5025	Stade Lozay	Petit Quevilly
		5022	Groupe scolaire Niky de St Phalle	Petit Quevilly
Cléon	Concession	6019	Centre commercial des Feugrais	
		6810	Berges de l'Etang et phases 1a à 3	Cléon
	Mandat	5015-5019	NPRU Arts Fleurs Feugrais	Cléon / Saint Aubin les Elbeuf
		5026-5028	Ecobourg	Cléon
	AMO	7025	Secteur ancienne mairie	Cléon
Saint Aubin les Elbeuf	Mandat	5011	Rénovation des équipements publics SAE	Saint Aubin les Elbeuf
	AMO	7018	Rémiplast	Saint Aubin les Elbeuf
Grand Quevilly	Concession	6018	Matisse 3	Grand Quevilly
	AMO	7016	Programme Allorge	Grand Quevilly
		7023	Clos du Père Jules	Grand Quevilly
Notre Dame de Bondeville	Concession	6014	Friche Leboucher	Notre Dame de Bondeville
	Mandat	5023	Equiptement Leboucher	Notre Dame de Bondeville
Sotteville Les Rouen	AMO	7026	Espaces Lods	Sotteville Les Rouen

## 3- Faits marquants sur l'exercice – Principaux risques et incertitudes

### 3.1 Risques financiers et conjoncturels :

Il est difficile de mesurer les impacts négatifs de la tendance haussière de l'inflation notamment consécutive au conflit ukrainien. La société n'a pas connaissance à l'heure de rédaction du présent rapport de difficultés majeures qui seraient de nature à remettre en cause la poursuite de son exploitation.

La SPL a mis en place des procédures et outils de contrôle interne de la chaîne budgétaire et du contrôle financier lesquels sont explicités à l'article 5 et suivants du présent chapitre

### 3.2 Risques juridiques et techniques :

La SPL a mis en place un guide des achats, approuvé par le conseil d'administration de la société, qui définit les règles de publicité et de mise en concurrence et les intervenants dans le cadre de la procédure adaptée et des marchés passés sans publicité ni mise en concurrence.

Dès lors qu'une situation fait peser un risque sur l'ensemble des mandataires ou des collaborateurs à tout niveau de responsabilité, la SPL a recours d'une part à la Fédération des EPL, à SVP collectivités et à ses expert-comptable et commissaire aux comptes dont elle s'est attaché les services via des contrats d'abonnements et marchés et, d'autre part, aux services des affaires juridiques de ses actionnaires, aux notaires et avocats. Leur consultation permet à la société de s'assurer du respect des réglementations en vigueur dans le cadre des opérations qui lui sont confiées.

## 4- Prévention et détection des faits d'atteinte à la probité

### 4.1 Contrôles internes

**Etat des procédures de prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité mises en œuvre par la société dans le cadre de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de l'activité économique :**

Ne s'applique pas à la société qui se trouve en dessous des seuils légaux.

**Actions de prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité mises en place au sein de la société :**

En 2023, le conseil d'administration de la SPL a approuvé une charte de déontologie pour les dirigeants et les collaborateurs qui a pour objet d'engager la société dans une démarche de prévention, de détection et de remédiation des atteintes à la probité.

### 4.2 Contrôles externes

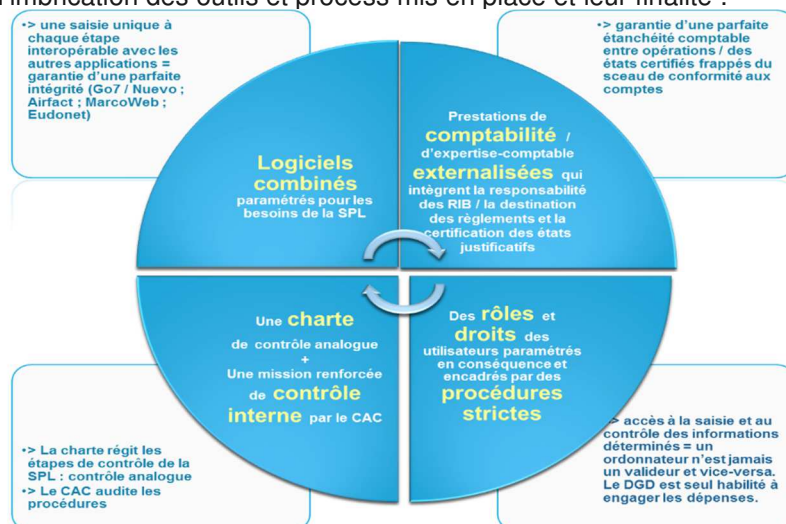
**Etat des procédures de prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité mises en œuvre par la société dans le cadre du 3° de l'article 3 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de l'activité économique :**

Sans objet

## 5- Procédures et outils du contrôle interne, de la chaîne budgétaire et du contrôle financier de la SPL

### 5.1 Outils et procédures de contrôle interne et externe des données

Le contrôle permanent est le dispositif d'ensemble qui met en œuvre de façon continue les actions de maîtrise des risques et de suivi de la réalisation de ces actions. Il est assuré par la combinaison d'outils et de process qui visent à sécuriser la SPL et particulièrement sa chaîne budgétaire, financière et comptable. Le schéma ci-dessous présente de manière synthétique l'imbrication des outils et process mis en place et leur finalité :



#### 5.1.1 L'outil informatique

Pour bâtir avec un maximum de sécurité juridique les pièces administratives des consultations qu'elle est appelée à lancer, la SPL a acquis auprès d'AGYSOFT les droits d'utilisation du progiciel MarcoWeb qui permet une gestion globale du cycle de vie des marchés.

La gestion opérationnelle, financière et comptable de la société est organisée autour d'une gamme de logiciels combinés et paramétrés selon les besoins de l'entreprise et distribuée par la société PROGISEM, certifiée ISO9001 et NF Logiciel Comptabilité Informatisée. Cette gamme comprend notamment l'application de facturation en ligne, AIRFACT, laquelle est connectée au portail de facturation CHORUS PRO et mise à disposition des fournisseurs de la société gratuitement. Dans cette application, les prestations et prix des marchés retenus par la CAO sont importés de la plateforme de consultation MARCOWEB et intégrés sans ressaisie. Les factures sont créées par les fournisseurs, contrôlées et validées par les différents intervenants successifs (mandataire d'un marché, Maître d'œuvre, responsable opérationnel de la SPL, Service Marchés, Comptabilité) de manière entièrement dématérialisée. En 2019, la SPL a généralisé le dépôt des factures via CHORUS PRO pour tout fournisseur ou client, quel que soit le type de contrat, concession, mandat ou fonctionnement. La dématérialisation du contrôle et de la validation des factures a été déployée à l'échelle de la société dans le cadre de process et droits strictement définis.

Les outils sont mis à disposition sur un serveur dont la maintenance est externalisée auprès d'un prestataire indépendant, seul administrateur du système. Une sauvegarde complète interne et externe sur 3 sites différents est automatiquement réalisée chaque jour après 22 heures à l'issue d'une requête de déconnexion automatique de tous les postes.

La SPL a déployé en 2021 les accès à la plateforme sur SharePoint pour partager l'information avec les personnels, les collectivités actionnaires et l'expert-comptable. Y sont déposés les documents contrôlés et validés notamment les CRAC, les états contractuels justificatifs et certifications. Les envois par mails sont supprimés.

Au 31/12/2022, les accès à la plateforme sur SharePoint ont été généralisés à toutes les collectivités actionnaires.

#### 5.1.2 Externalisation de la prestation de comptabilité et d'expertise-comptable

La prestation comptable est externalisée. Elle comprend dans le cadre des missions qui lui sont intégrées la responsabilité des RIB et de la destination des règlements. Ainsi, dans la SPL, aucune personne ne dispose d'une habilitation à créer ou à modifier les coordonnées bancaires d'un tiers, qu'il soit fournisseur, client ou salarié. Ceci contribue à éliminer le risque de fraude financière interne à la société. L'intégration de l'application AIRFACT n'a pas modifié ce processus.

L'expert-comptable indépendant, contrôle et valide les factures désormais dématérialisées qui lui sont transmises par les services de la SPL. Les données informatiques sont transférées automatiquement du logiciel de gestion opérationnel (GO7) au logiciel de comptabilité (Nuevo) auxquels l'expert-comptable se connecte à distance. Dans le cadre d'une nomenclature bilan qui respecte le plan comptable, la SPL comptabilise les factures dans le respect des procédures spécifiques. Un profil d'écriture est proposé qui doit faire l'objet de son contrôle et de sa validation à l'appui des factures proposées au règlement.

L'expert-comptable contrôle le RIB attaché à chaque dépense et prépare les campagnes de paiement qu'il soumet au contrôle du service Marchés, pour les dépenses opérationnelles et à la Direction pour les dépenses de structure. Leur accord sur ces campagnes de paiement donne lieu à la préparation par le comptable des ordres de virement qui seront validés par le Directeur Administratif et Financier après contrôle de la trésorerie des opérations et de la structure. Ce dispositif permet une répartition des tâches d'exécution et de contrôle des dépenses avant paiement et ramène le risque de double paiement à un risque quasiment nul. Il est à noter que l'agrément et le paiement des sous-traitants et le traitement des cessions de créances font l'objet d'un traitement particulier encadré dans des procédures dédiées. Aucun incident n'a été à déplorer depuis la mise en place de ces procédures.

Chaque opération confiée à la société fait l'objet d'une ouverture d'opération comptable spécifique opérée par l'expert-comptable qui garantit l'étanchéité comptable de toutes nos opérations. Ainsi, le contrôle de la trésorerie notamment est individuel même si les fonds sont versés dans un compte pool spécifique aux opérations. Les comptes de la structure sont indépendants également, un compte spécifique est ouvert pour la société. Chaque rémunération issue d'une concession d'aménagement fait l'objet d'un mémoire et d'une comptabilisation spécifiques, lesquels sont établis par la SPL et validés par l'expert-comptable. Le règlement de cette dépense opérationnelle suit les mêmes règles exposées en amont.

L'expert-comptable certifie tous les états justificatifs d'assiette de subvention, d'avancement opérationnel ... Etant totalement indépendant, les états certifiés par ses soins sont frappés du sceau de conformité aux comptes et facilitent les contrôles des financeurs et des collectivités.

### 5.1.3 Les procédures et droits informatiques

Les outils mis en place devaient permettre la gestion d'importants volumes d'informations et la connexion simultanée d'utilisateurs, opérationnels, service financier et équipes d'expertises comptables, prestataires externes. L'objectif était de disposer de restitutions chiffrées, validées par le comptable et prenant la forme de comptes de résultat et d'états justificatifs contractuels ou de financements. Les opérations confiées étant très complexes et les financements conséquents, les états produits se doivent d'être très clairs et indiscutables. Le principe proposé a été de sécuriser l'entreprise en adoptant une saisie unique à toutes les étapes, l'ordonnateur n'étant jamais le contrôleur ni même le payeur et vice-versa. Les restitutions du « réalisé » sont issues de la validation comptable sans aucune ressaisie manuelle.

Ainsi les rôles sont définis dans la société et les droits des utilisateurs paramétrés en conséquence. Les actions qui courent de la signature d'une commande / engagement de dépense ou de recette à son paiement ou à son encaissement sont encadrées par des procédures strictes dans lesquelles les rôles des utilisateurs et accès à la saisie et au contrôle des informations sont déterminés. Les principes de ces procédures en sont les suivants :

- Les responsables d'opérations, sous couvert de leur Directeur opérationnel, établissent les besoins et lancent les consultations via le progiciel MarcoWeb. Les assistantes opérationnelles incrémentent la base du logiciel et éditent les pièces administratives de la consultation
- A la notification des contrats aux entreprises retenues ;
  - Le service Marchés importe de la plateforme de consultation les DPGF notifiés et crée les marchés dans AIRFACT, forme les fournisseurs à son utilisation
  - Pour les contrats inférieurs aux seuils de consultation, les responsables d'opérations communiquent les consignes d'affectation des dépenses aux assistantes opérationnelles qui saisissent les données d'un marché simplifié dans l'outil de gestion informatique. Une transmission de l'information est adressée automatiquement au service Marchés de la société qui va, à l'issue du contrôle de la saisie et à l'appui des pièces, valider l'engagement de dépense dans l'outil ou procéder aux corrections qui s'imposent. Les pièces sont consignées en version originale au service Marchés.

L'enregistrement, le contrôle et le règlement des factures sont informatisés, ils sont subordonnés au respect d'une procédure spécifique.

- Les factures intégrées de CHORUS PRO sont automatiquement préenregistrées dans l'outil de gestion.
- Les assistantes ont la charge de vérifier et de valider la conformité des factures et leur rattachement à l'opération et l'engagement concernés.
- Les responsables opérationnels valident dans l'outil le service fait
- Seul le service Marchés, à cette issue, est habilité au traitement des pièces et à leur comptabilisation. L'application AIRFACT fonctionne avec les mêmes types de process de validation.

Dès la mise en règlement par l'expert-comptable, l'information comptable remonte dans l'outil de gestion opérationnelle et vient alimenter d'une part les engagements (marchés et factures), les états justificatifs, les comptes de résultats des opérations. Dans ce dernier cas, les responsables d'opérations ont pour mission de chiffrer les prévisions de dépenses et de recettes dans les bilans opérationnels. Ils sont les seuls habilités avec le DAF à pouvoir y procéder.

Les états justificatifs sont paramétrés et édités par le service financier sans aucune ressaisie. Ces mêmes états sont transmis à l'expert-comptable pour les certifications nécessaires.

### 5.1.4 Charte de contrôle analogue - Contrôle des process par le CODIR et le commissaire aux comptes

#### 5.1.4.1. Charte du contrôle analogue

Une charte définissant les conditions de mise en œuvre du « contrôle analogue » de l'autorité publique par référence à la construction jurisprudentielle du « in house », a été établie et adoptée par les actionnaires de la SPL. Son cadre régit les relations des collectivités en tant qu'actionnaires et clientes de la société, lesquelles ont décidé que le contrôle exercé par elles-mêmes sur la SPL porterait sur ses 3 niveaux de fonctionnement : les orientations stratégiques, la gouvernance et l'activité opérationnelle.

Ce contrôle analogue se matérialise par un suivi des décisions avec reporting et production d'indicateurs à échéances régulières. Il est exercé par les collectivités, par l'intermédiaire de ses représentants au conseil d'administration de la SPL. Deux structures, émanations du conseil d'administration, ont été mises en place pour rendre le contrôle efficient : un comité des risques et une commission d'appels d'offres, constituées chacune de membres du conseil d'administration.



Le niveau de contrôle est de différents ordres en matière :

D'orientations stratégiques :

- Décisions sur la stratégie et les perspectives financières de la Société exprimées par le « Plan à Moyen Terme » en conformité avec les orientations définies par les collectivités : définition des moyens généraux et enveloppe globale salariale nécessaire à la mise en œuvre des politiques publiques de ses actionnaires ;
- Décisions sur toutes les opérations contribuant à la mise en œuvre des politiques publiques de ses actionnaires en matière d'aménagement.

De gouvernance et d'information financière de la Société :

- Approbation des comptes prévisionnels, comptes et rapports annuels ;
- Suivi de l'activité de la société et de la réalisation du budget ;
- Validation de la politique financière de la société ;
- Modalités de rémunération des opérations.

D'activité opérationnelle de la Société :

- Information sur les opérations en cours dans le cadre des Comptes Rendus Annuels aux Collectivités Locales (les CRAC) sur chacune des opérations confiées ;
- Information sur les caractéristiques des prêts contractés pour le financement des opérations et de la Société
- Reporting régulier de l'activité de celle-ci auprès des services des Collectivités concernées selon les modalités fixées contractuellement ;
- Contrôle annuel par échantillonnage des marchés.

#### 5.1.4.2. Comité de Direction

Le dispositif de contrôle permanent a été renforcé par la mise en place d'un comité de direction qui se réunit a minima à fréquence mensuelle et qui a notamment pour objectif de :

- valider les procédures à formaliser, spécifiques à l'activité ou/et sur les outils de gestion opérationnelle, financier et comptable et de décider des orientations à prendre en conséquence
- de mesurer l'avancement opérationnel par l'examen des prévisions et résultats financiers, de définir les mesures correctives à apporter
- de collecter les informations et d'homogénéiser les process internes opérationnels

Il est constitué du Directeur Général, de son assistante, du Directeur de Développement, du Directeur Administratif et Financier et des 3 Directeurs opérationnels.

#### 5.1.4.3. Contrôle des process par les commissaires aux comptes

Le commissaire aux comptes, préalablement à son intervention annuelle sur le contrôle des comptes de la structure, audite les process mis en place.

Les process budgétaires et de contrôle financier de la SPL ont été audités en 2019 par le cabinet Mazars lequel s'est appuyé sur les préconisations de la Fédération des EPL et sur une cartographie des risques identifiés chez les aménageurs. Le cabinet dans le cadre de sa mission a rendu compte à l'actionnaire majoritaire de la manière dont la SPL satisfait à la neutralisation des risques de nature financière, numérique, opérationnelle et ressources humaines par la mise en œuvre de ses process internes.

L'audit d'évaluation des systèmes d'information a été réalisé à l'automne 2020. Il a eu pour objectif l'évaluation :

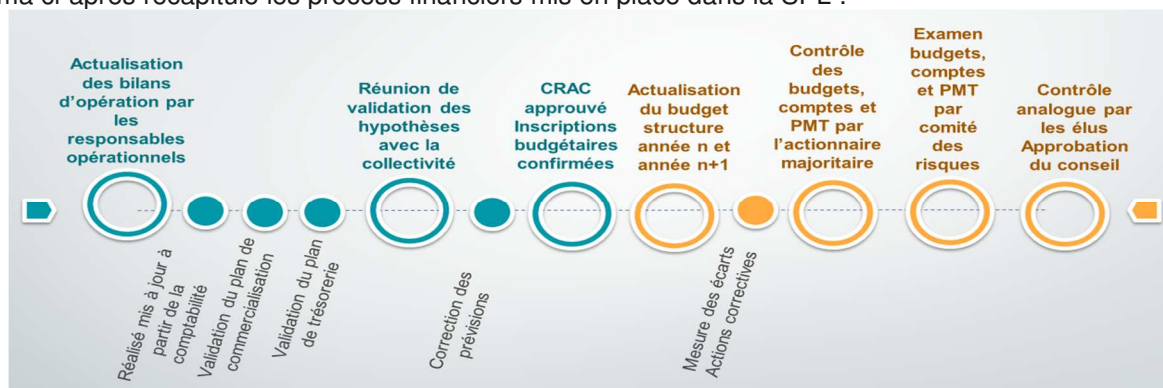
- du niveau de contrôle interne mis en œuvre sur les processus informatiques supportant les applications contribuant à la production de l'information financière,
- de l'efficacité d'une sélection de contrôles embarqués dans ces applications
- de la fiabilité des informations restituées à partir des états considérés comme clés pour l'audit des comptes.

L'approche d'audit par les systèmes d'information mis en place a couvert d'une part la mise à jour de leur connaissance de l'environnement informatique et des principes de gouvernance associés, l'identification des contrôles automatiques et des états clés contribuant aux travaux d'audit, ainsi que la réalisation de tests d'efficacité sur les traitements automatiques structurants. Le commissaire aux comptes a rendu un rapport très satisfaisant sur la sécurisation du système d'information et des processus.



## 5.2 Process budgétaires et de contrôle de la SPL

Le schéma ci-après récapitule les process financiers mis en place dans la SPL :



### 5.2.1. Actualisation biannuelle des bilans

Les bilans sont établis en « constaté » (et non pas en « réglé ») pour permettre une lecture de l'avancement opérationnel. On observe en conséquence un décalage d'un mois dans la comptabilisation des factures car les prestations sont facturées à l'issue de leur mois de réalisation.

Actualisés trimestriellement, les bilans sont communiqués deux fois par an : avec un arrêté au 31 décembre et un arrêté au 30 juin et établis en probable par année sur 6 ans. Ils font l'objet d'un triple contrôle : un premier réalisé par le Directeur Général de la faisabilité et du cadencement opérationnel, un second réalisé par le Directeur de Développement qui valide les hypothèses de recettes de commercialisation, et le troisième réalisé par le Directeur administratif et financier (DAF) qui passe en revue toutes les prévisions et questionne le responsable opérationnel sur l'avancement des diverses procédures d'acquisition, de mise en concurrence ... corrige ou valide le plan de financement proposé et la situation prévisionnelle de trésorerie de l'opération. Tout sujet à enjeu fait l'objet d'une présentation et d'un arbitrage par le Directeur Général de la SPL.

Les bilans sont copiés dans une campagne de prévisions dédiée qui permet de disposer de restitutions chiffrées pour actualiser le budget de la structure et mesurer l'évolution des bilans opérationnels.

### 5.2.2. Réunion de validation des hypothèses avec la collectivité - Réunions biannuelles de besoins en trésorerie

Les bilans proposés à l'approbation des CRAC font l'objet d'une présentation à la collectivité, par les responsables des opérations, des hypothèses chiffrées dans le cadre d'une réunion appelée de validation des hypothèses du CRAC. A cette réunion participent les services opérationnels, les services financiers de la collectivité concernée, les Directeurs opérationnels et le DAF de la SPL. L'objectif est de partager l'avancement opérationnel, de permettre aux financiers d'anticiper les besoins en trésorerie et d'entendre les contraintes opérationnelles qui peuvent se présenter et qui auraient pour conséquence des reports de crédits sur un exercice ultérieur. C'est ainsi, par exemple, qu'une décision de maintenir au bilan une provision pour un aléa est comprise et partagée de tous.

De la même manière, deux réunions annuelles de trésorerie sont tenues avec les services financiers, la première en mars à l'issue de la réunion de validation des hypothèses et la seconde en septembre pour anticiper le budget modificatif de la collectivité. Dans ces réunions, sont revues toutes les inscriptions budgétaires et contrôlées les situations de trésorerie prévisionnelle. Le dossier comprend quatre niveaux d'information pour permettre le suivi budgétaire et des flux de trésorerie :

- une extraction des bilans d'opération présentée sur 6 ans représentant l'effort financier de la collectivité
- un récapitulatif détaillé par opération sur deux ans, qui présente l'évolution budgétaire et souligne les risques opérationnels qui pourraient générer des reports de crédits sur un exercice ultérieur
- un récapitulatif des avances remboursables consenties par les collectivités actionnaires pour financer les opérations confiées.
- Un prévisionnel de trésorerie du pool opérations sur 4 à 6 ans

### 5.2.3. Actualisation du compte de résultat de la société

Les budgets pour une année n sont établis en septembre de l'année n-1 sur la base des bilans opérationnels actualisés au 30 juin. Ils sont approuvés en fin d'année n-1.

Les aléas opérationnels peuvent de manière très significative modifier le résultat prévisionnel. C'est pourquoi l'étude de la revue budgétaire est partagée avec les responsables opérationnels qui s'investissent dans la constitution du résultat de la société. Il a été mis en place une réunion de présentation des prévisions des recettes et dépenses opérationnelles dite Séance PRD. Celle-ci a lieu en septembre. Y assistent le Directeur Général, le DAF, son équipe, et tous les directeurs et responsables d'opérations. Dans le cadre de cette réunion, les responsables opérationnels présentent à l'appui de leur bilan l'avancement opérationnel physique et ce qui en découle en termes chiffrés particulièrement les difficultés opérationnelles et les risques. Un zoom particulier est fait sur les frais de société / rémunérations de la SPL. Cet exercice est également un préalable à la préparation des futurs CRAC (comptes rendus annuels aux collectivités).

Le comité de Direction examine les budgets « produits » issus des bilans actualisés et analyse les risques opérationnels qui remettraient en cause leur estimation. L'objectif est de souligner l'impact global à l'échelle de la société des écarts constatés et de marquer les esprits. Les Directeurs opérationnels sont sensibilisés aux conséquences chiffrées qu'entraîne une évolution de leurs prévisions.

5.2.4. Contrôle analogue, comité des risques et conseil d'administration

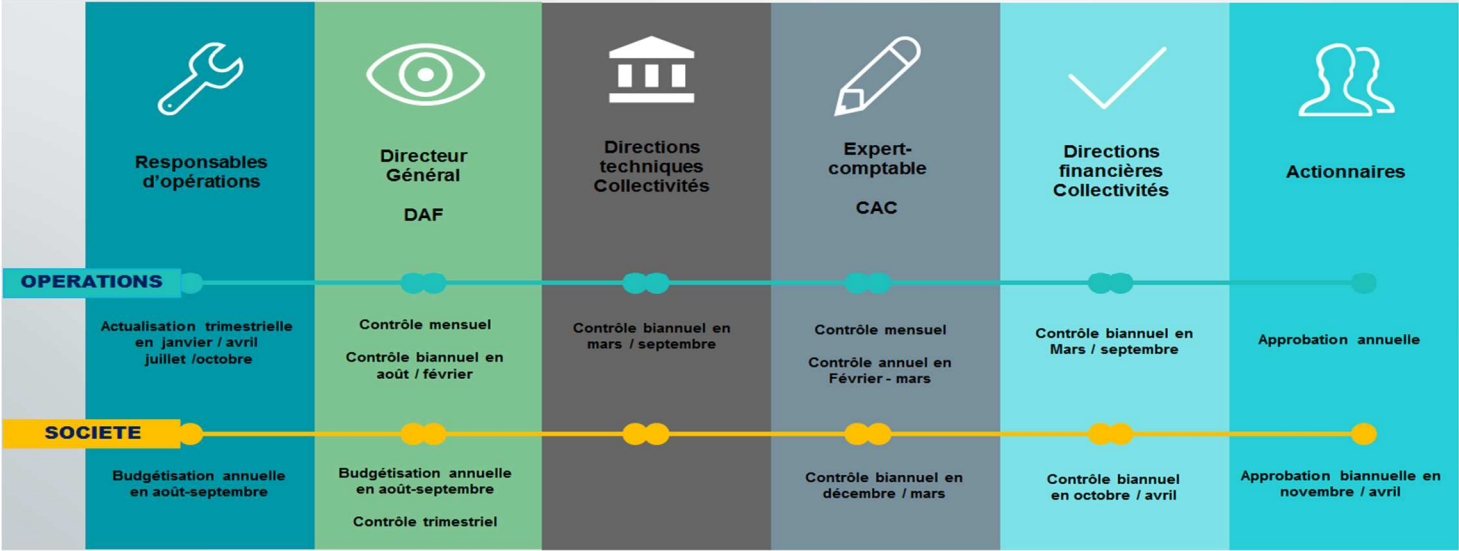
Tel que le prévoit la charte du contrôle analogue, le contrôle et la validation des budgets et comptes de la société sont réalisés par la collectivité actionnaire majoritaire. Ils sont menés par la Métropole Rouen Normandie en octobre et avril, préalablement aux comités des risques qui précèdent les conseils d'administration. Son représentant procède à l'examen des budgets ou comptes dans le cadre d'une séance spécifique avec le Directeur Général et le DAF.

Dans le cadre du comité des risques, il rapporte à ses membres les contrôles exercés par ses soins sur la tenue des comptes et des compléments qu'il a demandés le cas échéant. Le comité des risques examine les éléments chiffrés qui seront soumis à l'approbation du conseil d'administration et émet un avis.

Dans le cadre du conseil d'administration, à l'issue d'une présentation des comptes par l'expert-comptable susnommé ou des budgets, le Président du comité des risques rapporte les conclusions du comité sur les éléments produits et les élus procèdent au contrôle analogue de la structure. Il est répondu à toutes les questions et les membres du conseil d'administration délibèrent sur les éléments chiffrés. Les budgets sont approuvés pour l'année n+1 au dernier trimestre de l'année n. Les résultats et les rapports sur les comptes annuels de l'année n sont approuvés au printemps de l'année n+1 par le conseil d'administration et l'Assemblée générale qui suit.

5.2.5. Tempo de la chaine budgétaire et du contrôle financier de la SPL

Le schéma ci-dessous présente sur deux axes de la chaîne budgétaire l'organisation des contrôles par tous les acteurs de la SPL :



6- Données chiffrées

6.1 Données chiffrées 2023 et prévisions 2024

Le tableau ci-après indique par opération les encaissements et décaissements constatés et la situation de trésorerie au 31/12/2023 après encaissement des appels de fonds de fin d'année. D'autre part, il récapitule les prévisions 2024 issues des bilans actualisés au 31/12/2023.

### 6.1.1 Chiffres d'opérations (factures constatées) en K€ TTC

Intitulé	Trésorerie au 31/12/2022	Activité 2023				Trésorerie au 31/12/2023	Prévisions 2024				Trésorerie au 31/12/2024
		Dépenses	Recettes	Mobilisations	Amortissements		Dépenses	Recettes	Mobilisations	Amortissements	
<b>Concession</b>	<b>7 285</b>	<b>26 293</b>	<b>18 799</b>	<b>2 650</b>	<b>2 900</b>	<b>135</b>	<b>39 701</b>	<b>30 636</b>	<b>5 500</b>	<b>1 920</b>	<b>-462</b>
<b>METROPOLE ROUEN NORMANDIE</b>	<b>5 268</b>	<b>20 187</b>	<b>15 674</b>	<b>2 650</b>	<b>2 900</b>	<b>166</b>	<b>35 145</b>	<b>23 360</b>	<b>5 500</b>	<b>1 920</b>	<b>-3 837</b>
Rouen Flaubert	3 012	11 512	8 102			-528	26 783	12 342	5 500		-4 056
Plaine de la Ronce	850	5 220	2 412	2 650		977	5 866	5 997		1 000	-59
Moulin IV	-531	28	20			-530	18				-548
Halage Isover	1 015	1 907	59		250	-1 012	1 048	2 330			25
Elisa Lemonnier	-519	69	1 291		300	55	39	5			14
Sablonnière - Cotonii	902	633	1 451		2 000	-322	560	1 449		570	-358
ZAC des Coutures Nord	102	29	-19								
Rouen Innovation Santé	661	463	26			462	345	26			127
Rouen Madrillet Innovation	-223	324	2 332		350	1 064	486	1 212		350	1 017
<b>VILLE DE CLEON</b>	<b>131</b>	<b>207</b>	<b>186</b>			<b>109</b>	<b>209</b>	<b>142</b>			<b>76</b>
Cleón - Centre commercial Feugrais	32	199	184			17	88	142			88
Berges de l'Etiang	99	9	3			93	121				-12
<b>VILLE DE GRAND QUEVILLY</b>	<b>1 274</b>	<b>1 713</b>	<b>370</b>			<b>-176</b>	<b>749</b>	<b>1 427</b>			<b>668</b>
Grand Quevilly - Matisse 3	1 274	1 713	370			-176	749	1 427			668
<b>VILLE DE NOTRE DAME DE BONDEVILLE</b>	<b>-3</b>					<b>-3</b>	<b>7</b>	<b>9</b>			
Friche Leboucher - Notre Dame Bondeville	-3					-3	7	9			
<b>VILLE DE PETIT QUEVILLY</b>	<b>830</b>	<b>786</b>	<b>141</b>			<b>370</b>	<b>519</b>	<b>120</b>			<b>10</b>
Petit Quevilly Village	830	786	141			370	519	120			10
<b>VILLE DE ROUEN</b>	<b>-216</b>	<b>3 400</b>	<b>2 428</b>			<b>-332</b>	<b>3 072</b>	<b>5 577</b>			<b>2 621</b>
Rouen - NPNRU Châtelet							1 121	3 719			2 768
Luciline	-216	3 400	2 428			-332	1 951	1 858			-147
<b>Mandat</b>	<b>3 895</b>	<b>6 570</b>	<b>11 067</b>			<b>6 954</b>	<b>15 633</b>	<b>16 459</b>			<b>3 996</b>
<b>METROPOLE ROUEN NORMANDIE</b>	<b>2 548</b>	<b>1 309</b>	<b>2 802</b>			<b>2 838</b>	<b>4 997</b>	<b>2 855</b>			<b>1 040</b>
Bords de Seine	585	62	1 321			1 018	2 497	800			110
VOIRIES Petit Quevilly	1 890	1 132	56			839	1 105	287			3
MRN - Voiries Cléon	73	116	1 425			981	1 395	1 788			927
<b>VILLE DE CLEON</b>	<b>525</b>	<b>1 303</b>	<b>2 388</b>			<b>1 601</b>	<b>3 150</b>	<b>3 919</b>			<b>1 928</b>
Groupe scolaire	-2	341	762			405	1 154	1 707			934
Centre socio-éducatif	-10	62	174			94	189	116			21
Pôle Petite Enfance	-8	58	163			93	211	263			143
Prévert Centre de loisirs	94	33	392			458	101	29			362
Expertises et voiries	452	797	835			502	1 396	1 754			470
Ecobourg / Halle											
Ecobourg / La Poste - Hotel de ville			15			15	11				4
/ Espaces publics / Général		11	45			34	88	50			-4
<b>VILLE DE NOTRE DAME DE BONDEVILLE</b>	<b>163</b>	<b>819</b>	<b>1 678</b>			<b>987</b>	<b>2 786</b>	<b>5 038</b>			<b>231</b>
NDB Equipement Leboucher	163	819	1 678			987	2 786	5 038			231
<b>VILLE DE PETIT QUEVILLY</b>	<b>544</b>	<b>3 127</b>	<b>4 189</b>			<b>1 417</b>	<b>4 541</b>	<b>4 439</b>			<b>672</b>
Groupe scolaire Henri Wallon	49	224	522			334	296	58			96
Groupe scolaire Quartier Piscine Sadako Sasaki	89	454	1 030			347	716	394			
Petit Quevilly - Démolition parking Logirep	170	261	238			159	21	-126			
Groupe scolaire Niki de St Phalle	179	786	842			226	3 253	4 062			581
Petit Quevilly - Stade Lozai	57	1 402	1 558			351	254	51			-5
<b>VILLE DE ROUEN</b>							<b>48</b>	<b>136</b>			<b>77</b>
VDR Gymnase Campus Santé							48	136			77
<b>VILLE DE ST AUBIN LES ELBEUF</b>	<b>114</b>	<b>12</b>	<b>10</b>			<b>112</b>	<b>101</b>	<b>72</b>			<b>47</b>
SAE - Rénovation équipements publics	114	12	10			112	101	72			47
<b>SOLDE</b>	<b>11 180</b>	<b>32 863</b>	<b>29 866</b>	<b>2 650</b>	<b>2 900</b>	<b>7 089</b>	<b>55 334</b>	<b>47 095</b>	<b>5 500</b>	<b>1 920</b>	<b>3 534</b>

Ce tableau présente d'une part les dépenses et recettes constatées en K€TTC (factures) pour mesurer l'avancement opérationnel sur les exercices 2023 et 2024 et d'autre part la trésorerie de chaque opération. Le tableau met en évidence une progression de l'activité de la société en 2024 qui évolue de +22M€TTC en dépenses d'investissement. L'évolution la plus significative concerne :

- en concession l'opération Flaubert qui double les dépenses d'investissements en 2024 par rapport à 2023 (+15M€TTC soit +133%)
- et en mandat les opérations :
  - NPNRU Cléon (+1.8M€TTC)
  - Groupe scolaire Niki de St Phalle (+2.5M€TTC)

En 2024, les mandats suivants seront en phase de clôture :

- Ville de Petit Quevilly :
  - Groupe scolaire Henri Wallon
  - Groupe scolaire Piscine Sadako Sasaki
  - Démolition du parking Logirep
  - Stade Lozai
- Métropole Rouen Normandie :
  - Voiries Petit Quevilly

### 6.1.2 Les nouvelles opérations notifiées en 2023 sont les suivantes :

Concession : Centralité Châtelet notifiée par la ville de Rouen le 15/12/2023

Mandat : L'Ecobourg notifié par la ville de Cléon le 30/01/2023

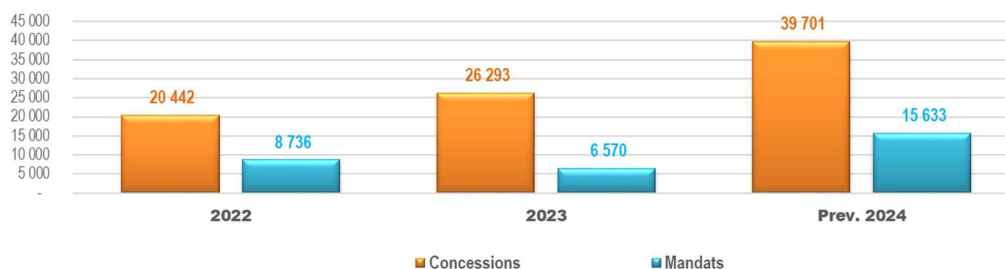
Prestations d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage :

- AMO pour la rue Sortemboc notifiée par la ville de Cléon le 24/02/2023
- AMO Centralité Châtelet notifiée par la ville de Rouen le 28/7/2023
- AMO pour l'inventaire des zones d'activités métropolitaines notifiée par la Métropole le 15/05/2023
- AMO pour la rénovation de l'espace Marcel Lods notifiée par la ville de Sotteville Les Rouen le 07/09/2023

Les résultats des cinq derniers exercices sont en annexe.

### 6.1.3 Les dépenses d'opérations pour l'exercice 2023 :

Le graphe ci-dessous met en évidence, en K€TTC, l'évolution des dépenses opérationnelles constatées par type de contrat, de 2022 à 2024 (prévisionnel) :



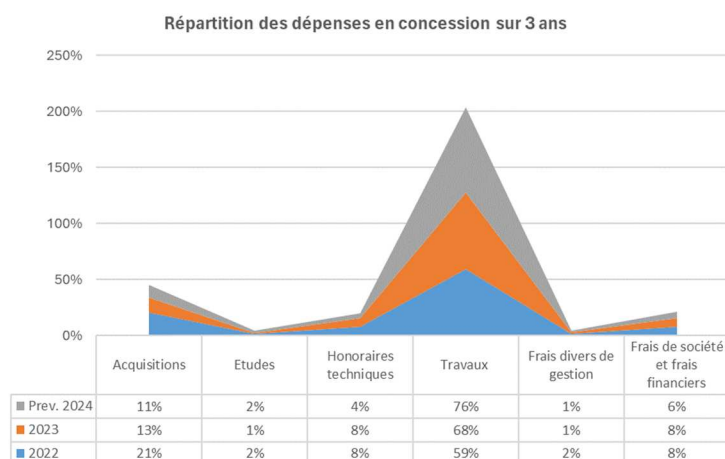
En 2023,

- ont été réalisées en mandat : 6 570 K€ TTC
- ont été réalisées en concession : 26 293 K€ TTC

Entre 2022 et 2023, les dépenses ont augmenté de 29% en concession, elles progresseront prévisionnellement de 62% entre 2023 et 2024. Sur les 2 exercices, l'activité en aménagement augmente fortement principalement sur les opérations Rouen Flaubert et Plaine de la Ronce. Sur Flaubert l'activité concerne la réalisation du parc et canal Camille Claudel, la viabilisation du macrolot 11 et de la rue Morisot, la 2ème phase des remblais, les travaux d'aménagement de l'ouvrage d'art Niki de St Phalle et T5. Sur Plaine de la Ronce l'activité est centralisée sur les travaux d'aménagement du franchissement de la RN28 et le comblement des cavités souterraines.

En 2023, les opérations Matisse III et Halage sont en pleine phase opérationnelle également. A l'inverse les dépenses d'aménagement sur l'opération Sablonnière-Cotoni sont nettement inférieures aux années 2021/2022 les travaux ayant été réceptionnés. Les concessions Friche Leboucher et Berges de l'Etang sont restées en sommeil. L'opération Coutures Nord a été clôturée.

Les dépenses en concession se répartissent ainsi sur 3 années :

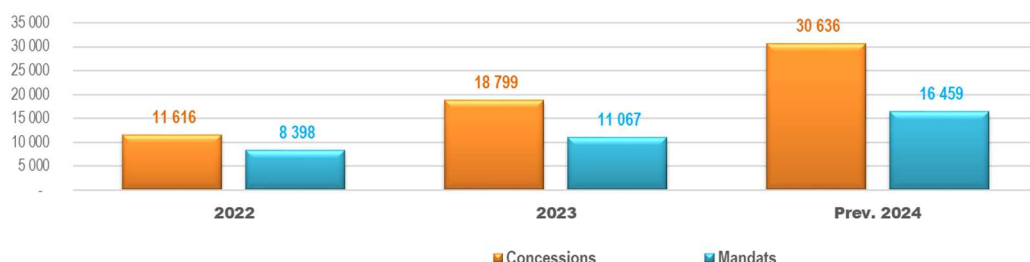


Les dépenses relatives aux mandats sont moindres de 26% en 2023 par rapport à celles de 2022. Cette baisse s'explique sur les opérations de la ville de Petit Quevilly (groupes scolaires Piscine et Henri Wallon et la démolition du parking Logirep) qui arrivent à leur terme et seront en clôture sur l'exercice 2024.

En 2024, les dépenses d'investissement évolueront fortement sur le groupe scolaire Piscine Sadako Sasaki ainsi que pour l'équipement Leboucher et le mandat NPNRU Cléon qui entrent en phase opérationnelle.

#### 6.1.4 Les recettes d'opérations pour l'exercice 2023 :

Le graphe ci-dessous présente, en K€TTC, l'évolution des recettes opérationnelles par type de contrat, de 2022 à 2024 (prévisionnel) :

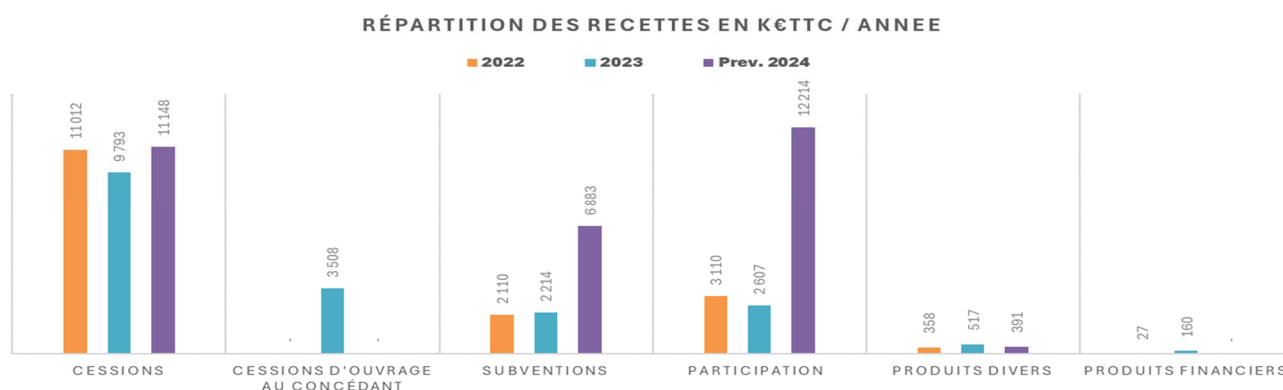


Le montant des recettes en concession et en mandat en 2023 s'établit à :

- ont été réalisées en mandat : 11 067 K€ TTC
- ont été réalisées en concession : 18 799 K€ TTC

Les recettes en mandat proviennent des avances de fonds des collectivités pour régler les dépenses des opérations.

Les recettes de concession proviennent des cessions de terrains, des remises d'ouvrages, des subventions et des participations des collectivités à l'équilibre général des bilans, des produits divers et des produits financiers. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des recettes par nature sur 3 ans :



En 2023, les recettes de commercialisation des terrains représentent 9.8M€TTC, elles devraient progresser de 14% en 2024. Les ventes 2023 concernent les opérations Flaubert (28%), Rouen Madrillet Innovation (24%), Plaine de la Ronce (18%), Sablonnière (14%), Elisa Lemonnier (13%) et Matisse (4%). En 2024, les prévisions de commercialisation sont ciblées sur les concessions Plaine de la Ronce, Halage, Rouen Madrillet Innovation, Sablonnière et Matisse.

En 2023, une première cession des ouvrages a été réalisée sur l'opération Flaubert pour les voiries anticipées. Elle a représenté 3.5M€TTC.

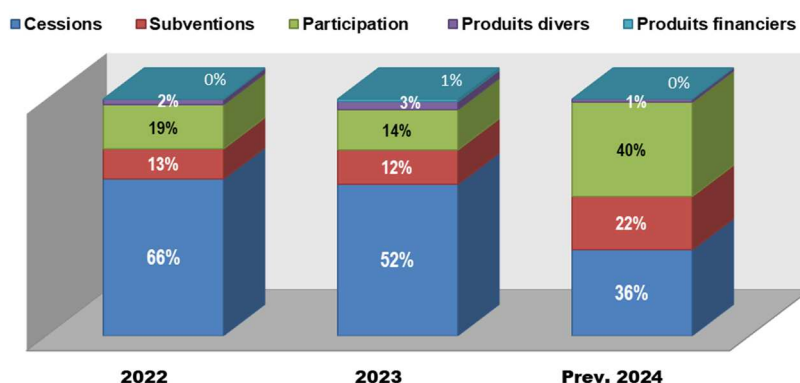
Les subventions 2023 sont stables / 2022, les subventions attendues pour 2024 représentent 6.9M€, principalement sur les opérations Flaubert (72%), NPNRU Châtelet (16%) et Halage (10%).

Les participations à l'équilibre des bilans évoluent légèrement à la baisse en 2023 / 2022 (2.6M€), en 2024 elles représenteront 12M€ dont 7M€ sur l'opération Flaubert en rapport avec l'augmentation de l'activité, 2.6M€ sur la concession NPNRU Châtelet et 1.8M€ sur Luciline.

Les produits divers concernent les refacturations de travaux et les locations de terrains aux opérateurs télécom.

Les produits financiers sont issus de la rémunération du compte pool opérations, ils sont répartis par l'expert-comptable de la SPL au prorata des opérations créditrices sur la base des échelles de taux communiquées par la CDC. L'intégralité des produits financiers est créditée aux comptes des opérations.

Le graphique ci-dessous présente la composition des recettes opérationnelles par année :



#### 6.1.5 Trésorerie :

La trésorerie au 31 Décembre 2023 de l'ensemble des opérations en activité s'élève à 7 089K€. Cette trésorerie très excédentaire en fin d'exercice s'explique par les appels de fonds de fin d'année pour préparer les dépenses d'acquisition et de travaux du premier semestre 2024. La trésorerie prévisionnelle de ces opérations au 31/12/2024 s'élève à 3 534K€. Cette évolution s'explique :

- d'une part par le report des cessions de terrains eu égard le contexte du marché immobilier actuel
- d'autre part, par la réalisation de travaux d'aménagement qui ne seront cédés à des promoteurs ou remis aux collectivités qu'à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement :
  - Rouen Flaubert : parc et canal Camille Claudel, viabilisation du macrolot 11 et de la rue Berthe Morisot, réseau de chaleur urbain, l'objectif donné étant que le projet accueille T5 en 2025
  - Plaine de la Ronce : finalisation des travaux de viabilisation de la phase 3, comblement des cavités karstiques et réalisation de l'ouvrage d'art dont la cession est prévue en 2026

Il est à noter que ces prévisions de trésorerie tiennent compte pour l'opération Flaubert d'une part d'une avance de trésorerie remboursable de 3M€ en 2024 et de 5.8M€ en 2025 et d'un prêt de la structure RNA à l'opération de 2.5M€ en 2024. Les prévisions de trésorerie issues des CRAC actualisés au 31/12/2023 laissent apparaître un équilibre fragile de trésorerie pour les concessions d'aménagement sur les exercices 2023-2024.

#### Process financier d'établissement des hypothèses de trésorerie :

Pour établir les hypothèses de trésorerie des opérations et bâtir des budgets partagés par les services des collectivités et de la SPL, les hypothèses opérationnelles sont validées dans le cadre de réunions techniques et financières avec les collectivités (cf. 5.2 Process budgétaires et de contrôle de la SPL).

Les prévisions de trésorerie sont établies individuellement pour chaque opération.

Les recettes de commercialisation et de subvention financent au premier plan l'avancement opérationnel. Elles peuvent générer ponctuellement des trésoreries très excédentaires sur certaines opérations. Le financement des opérations est complété en tant que de besoin par les participations et avances remboursables de trésorerie.

Les prévisions de trésorerie sont étudiées avec les collectivités dans le cadre de ces réunions, elles sont conformes aux CRAC présentés pour approbation. Les appels des fonds auprès des collectivités sont réalisés par opération en fonction des besoins de trésorerie uniquement et en fin d'année pour anticiper les dépenses à venir chiffrées sur les bilans approuvés par les collectivités et dont les crédits ont été préalablement validés dans le cadre des réunions dédiées.

La trésorerie des opérations est mutualisée, dans le cadre d'une convention financière qui lie la SPL à la Banque des Territoires, dans un même compte pool pour davantage de souplesse. Chaque opération dispose d'un compte de liaison dédié. C'est pourquoi la trésorerie de certaines opérations est déficitaire ponctuellement. Une inscription budgétaire peut être inférieure à un besoin réel et avoir peu ou pas d'impact sur la gestion globale de la trésorerie. A noter que les fonds mis à disposition des mandats ne peuvent servir à financer d'autres projets que les leurs.



#### Frais et produits financiers :

Dans cette organisation, si des intérêts débiteurs étaient facturés sur le pool, ils seraient répartis entre opérations responsables au prorata des déficits de trésorerie constatés. A l'inverse, lorsque des produits financiers sont générés, ils sont répartis au bénéfice des opérations créditrices et « prêteuses » aux opérations le nécessitant. Le calcul des frais et produits financiers est traité uniquement par l'expert-comptable dans le cadre de ses missions et dans le strict respect des règles édictées par les conseils d'administration des 27/05/2015 et 30/11/2015 :

- la fin au 1<sup>er</sup> janvier 2015 du dispositif dit « différentiel de taux »
- de ne facturer que les produits financiers servis aux opérations créditrices
- d'organiser la gestion de trésorerie des opérations en un pool unique de trésorerie

La signature de la nouvelle convention financière avec la Banque des Territoires en 2022 a permis de générer en 2023 la somme de 310 289€ de produits financiers sur le compte pool opérations lesquels ont été intégralement reversés aux opérations.

Le conseil d'administration ayant décidé de ne pas facturer d'intérêts débiteurs aux opérations débitrices tant que le pool de trésorerie n'en a pas généré (principe de solidarité), la méthode suivante a été retenue pour répartir les produits financiers versés par la BDT :

- le calcul des intérêts est réalisé par le cabinet d'expertise-comptable à partir du module intérêts de l'outil de gestion opérationnelle, financier et comptable « GO » utilisé par la SPL et développé par la société PROISEM.
- Le calcul d'intérêt est établi sur les soldes débiteurs et créditeurs quotidiens de chaque opération au taux (€STER – 0.25%) conformément aux termes de la convention financière signée avec la Banque des Territoires
- Sont exclues de la répartition :
  - Les opérations qui ont généré des intérêts débiteurs
  - Les opérations clôturées administrativement confiées par la Région : UFR Pharmacie et Médecine, Lycée de Canteleu, Lycée le Corbusier. Les quittus de ces opérations ont été adressées à la Région en 2015.
- A partir de la répartition obtenue de l'application GO, répartition des produits générés selon la méthode proportionnelle (règle de 3) :

Un écart non significatif est constaté sur le calcul établi par l'expert-comptable entre le montant des produits financiers versés par la CDC et le calcul des intérêts issu du logiciel GO qui s'explique par les virements de compte à compte opérés entre le compte courant opérations CCO et le compte courant société CCS en régularisation de trésorerie lorsque des recettes ont été réglées sur un compte à la place de l'autre.

Par ailleurs, la somme de 32 066€ de produits financiers a été générée au profit de la structure RNA (émis sur le compte CCS de la société).

#### 6.1.6 L'endettement de la société

Sur emprunts et court terme au 31/12/2023 :

Le capital restant dû au 31/12/2023 s'élève à 1 450 000€.

N° OP	NOM OPERATION	BANQUE	NUMERO	MONTANT PRÊT	MONTANT LIBERE	CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/23	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus 5 ans	GARANTIE
6018	Concession Grand Quevilly Matisse 3	Crédit Coop.	904813957	1 450 000	1 450 000	1 450 000		1 450 000	0	Garantie simple de la ville de le Grand Quevilly à hauteur de 80%
TOTAL				1 450 000	1 450 000	1 450 000	0	1 450 000	0	

Concession Matisse :

En mai 2021, à l'issue d'une consultation bancaire, un contrat de prêt a été signé avec le crédit coopératif portant sur un emprunt de 1 450 000 € en prêt à taux fixe, remboursement in fine, garanti à 80% par la ville de Grand Quevilly.

Mobilisé au 31/12/2022 : 1 450 000€.

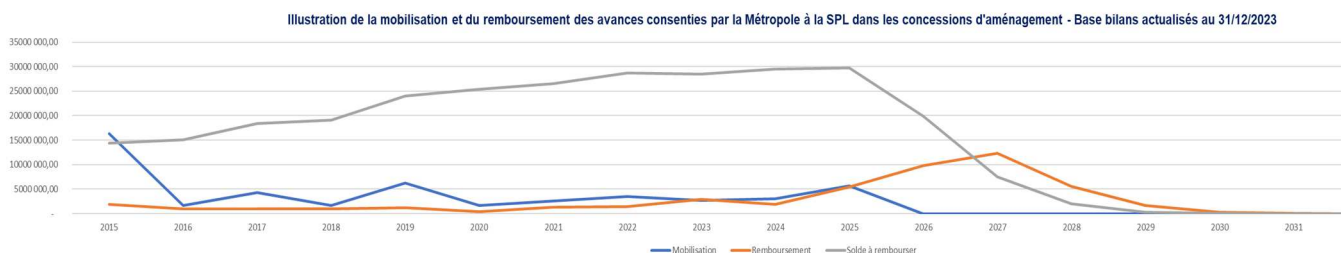
Dernière échéance 05/05/2026. Capital restant dû au 31/12/2023 : 1 450 000 €

### Sur avances remboursables au 31/12/2023 :

Les dettes d'avances remboursables auprès des collectivités actionnaires s'élèvent à 28 461K€ au 31/12/2023. Ces dernières sont couvertes par les recettes foncières à venir inscrites aux bilans des opérations d'aménagement approuvés par les collectivités dans le cadre des comptes rendus annuels aux collectivités (CRAC). Ces avances sont mobilisées et remboursées dans le cadre d'échéanciers de mobilisation et de remboursement approuvés également par la collectivité dans la même temporalité.

Elles sont mises place pour éviter le recours à l'emprunt dont les coûts financiers imputés aux opérations seraient supérieurs à ceux supportés par les collectivités dans le cadre de leurs emprunts auprès de la BCE.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution de la mobilisation et du remboursement des avances consenties par les collectivités au profit des concessions d'aménagement confiées à ce jour à la SPL :



### CUMUL Echéanciers prévisionnels de mobilisation et de remboursement des avances toutes concession d'aménagement

	En Euros	cumul 31/12/2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
ANNUEL	Mobilisation	22 260 000,00	1 610 000,00	6 220 000,00	1 700 000,00	2 570 000,00	3 550 000,00	2 650 000,00	3 000 000,00	5 680 000,00
	Remboursement	3 897 000,00	950 000,00	1 250 000,00	350 000,00	1 342 000,00	1 410 000,00	2 900 000,00	1 920 000,00	5 460 000,00
CUMULE	Mobilisation	22 260 000,00	23 870 000,00	30 090 000,00	31 790 000,00	34 360 000,00	37 910 000,00	40 560 000,00	43 560 000,00	49 240 000,00
	Remboursement	3 897 000,00	4 847 000,00	6 097 000,00	6 447 000,00	7 789 000,00	9 199 000,00	12 099 000,00	14 019 000,00	19 479 000,00
	Solde à rembourser	18 363 000,00	19 023 000,00	23 993 000,00	25 343 000,00	26 571 000,00	28 711 000,00	28 461 000,00	29 541 000,00	29 761 000,00
	% Mobilisation	45%	48%	61%	65%	70%	77%	82%	88%	100%
	% Remboursement	8%	10%	12%	13%	16%	19%	25%	28%	40%

### 6.1.7 Délais de règlement :

Il est précisé que les délais de règlement des factures fournisseurs sont :

- de 30 jours dans le cadre des mandats conformément au Code des marchés publics
- de 30 jours également pour les factures relatives au fonctionnement de la société
- de 30 jours pour les factures de société

Les délais de règlements pour l'année 2023 ont été les suivants :

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu												
	Article L. 441 I.- 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de						Article L. 441 I.- 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées	147,00					894,00	33					50
Montant cumulé des factures concernées TTC	2 655 706	12 765	64 236	-52 393	574 525	599 133	460 579	0	0	12 266	153 136	165 402
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'année	11,74%	0,06%	0,28%	-0,23%	2,54%	2,65%						
Pourcentage du montant total TTC des factures émises dans l'année							2,22%	0,00%	0,00%	0,06%	0,74%	0,80%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de	Délais contractuels : oui Délais légaux : non						Délais contractuels : oui Délais légaux : non					



## 7- Commentaires sur les opérations

Les principaux faits marquants sont, par type de cadre juridique de contrat et opérations, les suivants :

### CONCESSIONS D'AMENAGEMENT :

#### **6000 - Concession Rouen Flaubert**

L'année 2023 a été marquée par les travaux de construction du Macrolot 11 Gaïa et les travaux de réalisation du Parc et canal Camille Claudel qui vont se poursuivre jusqu'au début de l'année 2025. Les premiers habitants sont arrivés dans l'Eveil de Flaubert avec des livraisons s'échelonnant de janvier 2023 à février 2024. Les espaces publics attenants à ce secteur ont été livrés ainsi que la promenade Hubertine Auclert comprenant un square et des aires de jeux. Les travaux de la deuxième phase de l'Eveil de Flaubert pour la partie logement ont démarré. Sur le plan des études de conception, 2023 a été consacrée pour partie à la rue Niki de Saint Phalle et à la deuxième phase des remblais pour permettre le déploiement du T5 avec un objectif de mise en service en 2025, (les travaux de remblaiement ont démarré au dernier trimestre 2023) et pour partie à l'ouvrage d'art Niki de Saint Phalle en coordination avec la SNCF et les services de la Métropole avec pour objectif le démarrage des travaux à la mi-2024.

Les études pour l'intégration du collège et d'un pôle enfance pour la ville de Rouen dans le plan d'urbanisme ont été menées, les programmes des études ultérieures nécessaires pour viabiliser et urbaniser ces 2 secteurs vont être définis pour lancer les consultations correspondantes. Des contacts sont en cours pour l'implantation de campus.

Perspectives 2024 : Les travaux du Parc et Canal Camille Claudel, de remblaiement phase 2 se poursuivront, le démarrage des travaux de réalisation de la rue Niki de Saint Phalle et de l'ouvrage d'art Niki de Saint Phalle est prévu sur l'année avec pour objectif la mise en service du transport en commun structurant T5.

Les travaux de construction du projet Gaïa vont se poursuivre avec la livraison des premiers logements en été. Les livraisons des bureaux vont s'échelonner sur 2024 et 2025.

Les travaux de construction de la deuxième phase de l'Eveil de Flaubert, partie logements, avenue Jean Rondeaux, vont se poursuivre. La dernière phase de cet ensemble immobilier va faire l'objet d'un permis de construire modificatif pour un démarrage des travaux en 2026.

Le permis de construire du programme mixte logements et bureaux Rives d'Albâtres qui permet de poursuivre le développement du quartier le long de l'avenue Jean Rondeaux sera instruit en vue d'une construction en 2026-2027.

Une consultation va être lancée pour désigner les équipes de concepteurs des espaces publics pour la partie centrale du quartier autour du collège et du secteur aux abords du futur pôle enfance.

Plusieurs études vont être menées pour traiter les sujets suivants : desserte et fonctionnement de l'entrée Sud du quartier, définition des services de mobilité à mettre en œuvre sur le quartier et dimensionnement d'un parking déporté permettant d'intégrer les évolutions du PPRI. Un programme sera désigné pour établir le programme d'un équipement sportif mutualisé pour les publics scolaires et les usagers du quartier.

#### **6005 - Concession Plaine de la Ronce**

L'année 2023 a permis la livraison des aménagements de la phase 3 ainsi que ceux liés à la démolition de deux maisons le long de la route de Neufchâtel. Concernant les travaux du nouveau franchissement de la RN28, une cavité karstique a été découverte sous les fondations de l'ouvrage qui a nécessité l'arrêt du chantier. Des investigations géologiques pour circonscrire cette cavité et des études de traitement ont été engagées. Les négociations foncières en vue de l'acquisition de la dernière maison ont été poursuivies. Sur le plan de la commercialisation, l'année 2023 a permis la cession de 4 ventes et la signature de plusieurs compromis de vente. Un appel à projets auprès des promoteurs investisseurs pour la réalisation d'un pôle de locaux mixtes a été lancé compte tenu de la demande croissante de petites surfaces d'ateliers à la vente et à la location.

#### Perspectives 2024

L'année 2024 permettra de finaliser les études de traitement de la cavité karstique et de reprendre le chantier du franchissement de la RN28. Les négociations foncières en vue de l'acquisition de la dernière maison seront poursuivies. Sur le plan de la commercialisation il est prévu la cession de 4 terrains représentant environ 5 ha.

#### **6006 - Concession Moulin IV**

L'année 2023 a été marquée par la poursuite de l'étude de la vente des terrains de la ZAE à un unique acquéreur et l'identification d'un site de compensation d'habitat des espèces protégées localisées sur le site. La stabilisation des accords s'est matérialisée par le dépôt des autorisations d'urbanisme nécessaires : évaluation environnementale et permis de construire. La PSV a été signée en janvier 2024.

#### Perspectives 2024 :

L'année à venir sera consacrée à la fiabilisation du planning de commercialisation défini (instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme) et à la préparation de la vente du terrain programmée en 2025.

### **6007 - Concession Le Halage**

L'année 2023 a permis de réceptionner les travaux de dépollution et d'aménagement du parc d'activités. La commercialisation des terrains a été poursuivie et suscite un fort intérêt de la part des prospects. Néanmoins aucune cession n'a été réalisée, celles-ci étant programmées sur l'année 2024.

#### Perspectives 2024 :

En 2024, il est prévu la cession de 4 terrains représentant environ 3 ha. Un appel à projets auprès des promoteurs investisseurs pour la réalisation d'un pôle de locaux mixtes sera lancé compte tenu de la demande croissante de petites surfaces d'ateliers à la vente et à la location.

### **6009 - Concession Petit Quevilly Village**

En 2023 se sont poursuivis les travaux de construction de l'ilot V6 et V7.

#### Perspectives 2024 :

L'année 2024 permettra de finaliser les travaux de rénovation des voiries et de rétrocéder les espaces publics aménagés à la Collectivité. La ville de Petit Quevilly a décidé de ne pas commercialiser le dernier terrain à bâtir sur l'ilot V3, une participation d'équilibre compensera la perte de la recette de cession.

### **6010 - Concession Elisa Lemonnier**

L'année 2023 a permis de finaliser la commercialisation du parc d'activités.

#### Perspectives 2024 :

L'activité 2024 sera essentiellement tournée vers le suivi des constructions et la rétrocession des espaces publics à la Métropole Rouen Normandie.

### **6012-6013 - Concession Sablonnière - Cotoni**

L'activité principale de 2023 sur le parc d'activités de la Sablonnière fut la levée des réserves de réception des travaux. Sur le plan de la commercialisation, il a été cédé 3 terrains représentant environ 2.6 ha.

#### Perspectives 2024 :

L'année 2024 sera consacrée aux finitions des travaux d'aménagement du parc d'activités. Au cours de l'année, il est aussi prévu la vente de 4 terrains représentant environ 2 ha.

### **6014 – Friche Leboucher**

En 2023, RNA a accompagné la ville pour la mise en compatibilité du PPRi et de l'OAP ainsi que pour les négociations foncières avec le propriétaire du site.

#### Perspectives 2024 :

En fonction de l'issue des négociations foncières en cours, RNA poursuivra ou non sa mission d'aménagement du secteur après la mise en place d'une DUP.

### **6017 – ZAC des Coutures Nord**

En 2023, le solde de l'aide de la REGION a été perçu permettant ainsi de clôturer de l'opération. Parallèlement à cette clôture, la MRN a procédé à la suppression de la ZAC sur ce secteur.

### **6018 – Matisse III**

L'année 2023 fut marquée par l'acquisition du foncier du lotissement auprès de la ville, le démarrage du programme d'aménagement (dépollution, viabilisation lotissement) et la vente des premiers lots à bâtir auprès des particuliers (3 lots). Des désistements de prospects (rupture de promesse de vente ou non confirmation de l'intérêt) ont été constatés durant l'année écoulée, justifiés par le contexte économique actuel et les difficultés d'accès à l'emprunt rencontrés par les particuliers.

#### Perspectives 2024 :

Le ralentissement de la commercialisation de l'opération induit une prolongation du traité de concession par voie d'avenant au traité de concession qui sera délibéré en 2024 par le Conseil municipal.

L'achèvement des travaux, la poursuite de la commercialisation des lots à bâtir, la vente des lots d'activités se poursuivront sur l'année à venir.

### **6019 – NPNRU Cléon – Centre commercial des Feugrais**

L'année 2023 fut marquée par la stabilisation du programme d'aménagement du centre commercial matérialisée par la validation de la phase ESQ par les deux communes (Cléon et Saint Aubin Les Elbeuf) et l'accord du pharmacien sur le projet à réaliser. La poursuite des négociations foncières auprès des propriétaires des cases du centre commercial à démolir fut menée aboutissant à un accord du propriétaire de la boulangerie à transcrire par la signature d'une promesse de vente dans l'année à venir.

#### Perspectives 2024 :

Les études de démolition et de construction seront poursuivies sur l'année à venir préparant ainsi le démarrage de la phase opérationnelle à compter de 2025.

### **6020 – Centralité Châtelet**

Faisant suite à son courrier datée du 21 juillet 2021 informant l'aménageur de son souhait de lui confier deux concessions d'aménagement, la ville de Rouen a confié à Rouen Normandie Aménagement le programme de rénovation urbaine de la ZAC Centralité Châtelet. Le traité de concession a ainsi été notifié en date du 12 décembre 2023.

#### Perspectives 2024 :

La préparation de la phase opérationnelle (à compter de 2025) marquera l'année 2024 se traduisant par la maîtrise foncière des cases du centre commercial par la ville et l'EPFN (DUP), le transfert des commerçants dans des cases préalablement aménagées par RNA, la poursuite des études d'aménagement des espaces publics et le dépôt du dossier de réalisation de la ZAC. Un appel des avances ANRU (20%) sera également sollicité par la SPL permettant de conforter la trésorerie de l'opération.

### **6034 – Rouen Innovation Santé**

La poursuite du renforcement du partenariat de la Métropole et du Campus Santé Rouen Normandie caractérise l'année 2023. Cela se traduit par le lancement du SDI du Campus, la poursuite et l'achèvement des programmes de gymnase et de jardin écologique expérimental sur le site Marais Marinox. Le plan de financement de l'opération du jardin a ainsi été conforté par l'obtention d'une aide du FEDER de l'ordre d'1 million d'euros. D'un point de vue opérationnel, l'année a permis d'achever les travaux d'aménagement des trottoirs de la rue Marie Curie, permettant ainsi à la MRN de boucler le maillage cyclable du secteur tout en mettant en service TEOR avec l'aménagement de 3 arrêts supplémentaires à l'automne 2023.

Perspectives 2024 : Le lancement de la phase opérationnelle du gymnase par la ville de Rouen se matérialisant par la vente du terrain à cette dernière à partir de 2025, 2024 sera consacrée à l'achèvement des études et au lancement opérationnel des travaux d'aménagement du jardin.

### **6035 – Concession Luciline**

La stabilisation du futur PPRI a engendré le gel partiel de la commercialisation de l'opération et le report de la préparation de la DUP3 par la ville.

D'un point de vue opérationnel en 2023, l'achèvement de la viabilisation et la livraison du programme de construction « Lisière en seine » (îlot D1 - Label biosourcés niveau 3 - Performance E3-C2) et l'aménagement du secteur de démolition permettent de désenclaver et de faciliter l'accès à TEOR aux habitants. Des acquisitions ont été réalisées auprès de l'EPFN pour alléger le PAF de la ville de Rouen au profit d'autres opérations dont les quartiers Ouest de la ville. Le plan guide est désormais stabilisé.

Le contexte économique incertain du marché de l'immobilier a engendré le report du lancement des travaux de l'opération Avant Seine (îlot I1) et le versement à l'opération de la convention d'avance par le promoteur d'un million d'euros.

#### Perspectives 2024 :

Le confortement de la trésorerie de l'opération et le lissage des dépenses caractérisera l'année à venir. La trésorerie déficitaire de l'opération au 31/12/2023 sera ainsi compensée par la ville de Rouen qui versera dès le début d'année sa participation annuelle à l'opération. L'aménageur ajustera les dépenses aux besoins essentiels de l'opération (achèvement de la viabilisation du programme F2 et poursuite des rachats de fin de portage à 15 ans du PAF), confortera la stratégie de commercialisation de la ZAC à l'appui de la préparation de la DUP3, de la réinterrogation de la densité, des charges foncières de la ZAC sur la base du futur PPRI qui sera approuvé dans les années à venir (suppression de stationnement en sous-sol).

### **6802- 6803 – Concession Rouen Madrillet Innovation et Extension**

L'année 2023 a permis de poursuivre les études de programmation en vue d'aménager le dernier secteur (AD7) du parc d'activités ainsi que celles liées à la mise à jour de l'ensemble de la signalétique du parc. Les travaux d'aménagement du secteur AD2 ont été finalisées. Sur le plan de la commercialisation, l'année a été marquée par la vente de 3 terrains représentant environ 3 ha. Il a été cédé à la Métropole Rouen Normandie les terrains boisés situés dans l'ancienne extension du parc d'activités.

#### Perspectives 2024 :

Un marché de MOE sera attribué pour le dernier secteur de la ZAC initiale (AD7-8). Cette mission permettra, dans le respect des enjeux environnementaux du site, d'envisager la viabilisation des derniers terrains de Rouen Madrillet Innovation. Sur le plan de la commercialisation, il est prévu la cession de 3 terrains représentant environ 1.7 ha.

### **6810 - Concession Berges de l'Etang**

L'opération a été mise en sommeil pour permettre le bon déroulement du projet NPNRU des Arts Fleurs-Feugrais.  
Perspectives 2024 : A la demande de la ville et à partir de la trésorerie disponible sur l'opération, un des terrains PATIN sera acquis au cours de la deuxième phase de la ZAC. Un avenant à la concession prolongeant la durée de l'opération de 5 ans est proposé à la ville pour reprendre l'aménagement de l'opération à l'issue des projets NPNRU et Ecobourg.

### **MANDATS :**

#### **5001 - Bords de Seine (mandat de réalisation) :**

L'année 2023 a été consacrée d'une part à la finalisation des études portant sur l'aménagement des abords du futur bâtiment 105 et sur la finalisation de la promenade fluviale et d'autre part à la consultation des entreprises.

#### Perspectives 2024 :

L'année 2024 sera marquée par l'aménagement de l'espace aux abords du bâtiment 105 dont l'achèvement des travaux est prévu en novembre 2024.

#### **5004 - Voiries Petit Quevilly (mandat de réalisation)**

Concernant l'opération de rénovation des voiries adjacentes autour du projet Petit Quevilly Village, l'activité 2023 a permis de réaliser les travaux d'enfouissement de réseaux et de rénovation de la rue Porte de Diane et Frères Delattre.

#### Perspectives 2024 :

L'année 2024 permettra de solder les derniers travaux de voiries et d'assurer la réception des ouvrages avec la métropole.

#### **5006 - Groupe scolaire Henri Wallon (mandat de réalisation)**

L'activité 2023 a permis de démarrer les travaux de cages d'escaliers et ascenseur. Des études complémentaires ont été nécessaires pour assurer la solidité de l'ouvrage.

#### Perspectives 2024 :

L'année 2024 permettra de livrer à la collectivité les deux derniers ouvrages de l'espace Saint Julien.

#### **5008 - Groupe scolaire quartier Piscine Sadako Sasaki (mandat de réalisation)**

En 2023 les dernières réserves de livraisons ont été levées et les désordres constatés traités dans le cadre de la GPA. La centrale photovoltaïque a été mise en fonctionnement.

#### Perspectives 2024 :

En 2024 les derniers marchés de travaux et d'études seront soldés.

#### **5010 – Démolition du parking Logirep (mandat de réalisation)**

L'année 2023 a permis de réceptionner les travaux de remblaiement du terrain et ainsi de livrer la plateforme à la Collectivité.

#### Perspectives 2024 :

L'année 2024 permettra d'établir le quitus du mandat.

#### **5011 – Rénovation des équipements publics de Saint Aubin les Elbeuf (mandat de réalisation)**

L'opération a été mise en sommeil sur une partie de l'année écoulée pour tenir compte de la capacité financière de la ville. La SPL a été autorisée à lancer les études de conception du programme de restauration scolaire au dernier trimestre 2023. Une équipe de maîtrise d'œuvre a été désignée fin 2023.

#### Perspectives 2024 :

L'année à venir sera marquée par le démarrage des études de conception du programme de restauration scolaire en vue d'un lancement de la phase opérationnelle en fin d'année. Un avenant au traité de mandat sera alors proposé à la ville pour acter le dégel partiel de la mise en sommeil de l'opération.

#### **5015-19 – NPNRU Cléon Saint Aubin les Elbeuf (mandat de réalisation)**

Le mandat NPNRU est composé de programmes d'équipements (pôle d'équipement, requalification de l'ancienne école Prévert en centre de loisirs), de démolition (maisons et équipements) et d'aménagement des espaces publics. En 2023, les premiers travaux d'aménagement ont démarré pour réaliser une aire de jeux aux abords du complexe sportif, des fouilles archéologiques sur les terrains constructibles du secteur de l'éco-bourg. Parallèlement a été mené le travail de préparation de la phase opérationnelle du Pôle d'équipements, du programme de démolitions de maisons et du programme d'aménagement des espaces publics.

#### Perspectives 2024 :

Les arbitrages de la ville début 2024 sur l'emploi de ses capacités financières redéfiniront le planning de réalisation du NPNRU pour préparer le démarrage des travaux du pôle d'équipement, de la requalification de l'ancienne école Prévert et de l'aménagement des espaces publics dans un calendrier convenu et partagés avec les différents partenaires (ANRU, REGION, Département, MRN etc...)

#### **5020 – NPNRU Cléon Saint Aubin les Elbeuf > Voiries Cléon (mandat de réalisation)**

L'année a permis de poursuivre les études en vue d'un démarrage de la phase opérationnelle à compter de 2024.

#### Perspectives 2024 :

Le démarrage des travaux caractérisera l'année à venir et se matérialisera dès le printemps par l'aménagement des abords du complexe sportif, puis à l'automne sur le secteur Cléon-Nord. La Métropole démarrera par ailleurs dès l'hiver 2024 ses travaux de restructuration du réseaux d'assainissement le long de la rue de l'Eglise puis du mail Allende. Le planning opérationnel du secteur Cléon-nord sera organisé en fonction du planning de livraison du Pôle équipements.

#### **5021 – Halle sportive Madrillet**

L'opération est mise en sommeil pour laisser le temps à la réflexion sur la réduction et la prise en charge des coûts élevés de fonctionnement en particulier pour les dépenses énergétiques qui n'ont pas permis à l'INSA de s'engager sur l'opération.

#### **5022 – Pole scolaire Niki de St Phalle**

L'année 2023 a permis de poursuivre les études de conception du pôle scolaire et de déposer la demande de permis de construire. L'appel d'offres de travaux a été également lancé.

#### Perspectives 2024 :

L'année 2024 sera consacrée à l'obtention du permis de construire du nouveau pôle scolaire Niki de Saint Phalle et à l'engagement des travaux de construction.

#### **5023 – Equipements publics Notre Dame de Bondeville**

L'année écoulée est marquée par l'obtention du permis de construire de l'équipement, elle a permis de stabiliser le calendrier opérationnel du programme en fonction des contraintes budgétaires de la ville.

#### Perspectives 2024 :

En 2024 est prévu le démarrage du programme de construction à compter de juin en vue d'une livraison de l'équipement en janvier 2026.

#### **5025 – Stade Lozai**

Les terrains du stade Lozai ont été rénovés sur l'année 2023 et livrés le 12 septembre de l'année.

#### Perspectives 2024 :

L'année 2024 permettra de lever les dernières réserves et de finaliser l'homologation des terrains par la Fédération Française de Football.

#### **5026-28 – Eco-bourg Cléon (mandat de réalisation)**

Dans le prolongement des démarches engagées dans le NPNRU, la ville de Cléon a souhaité approfondir la revitalisation de son centre par la réalisation d'un éco-bourg. Pour ce faire, elle a notifié un mandat à RNA pour mener à terme le programme suivant :

- construire une halle de marché d'une surface de 200 à 300m<sup>2</sup> située à proximité de la Place St Roch,
- requalifier tout ou partie des locaux lui appartenant nommés « La Poste » d'une surface de plancher de 500m<sup>2</sup> environ dont un niveau de sous-sol.
- procéder à la rénovation énergétique de l'Hôtel de ville
- requalifier les espaces publics attenants à ces équipements tout en désenclavant les écoles Jean de la Fontaine et Goscinny.
- l'assister pour la commercialisation des parcelles à construire.

Le concours d'urbanisme correspondant a ainsi été lancé au début de l'été 2023, le jury de désignation est programmé au printemps 2024.

Pour tenir compte de ses capacités financières, la ville de Cléon a mis en sommeil le programme des équipements au 31/12/2023.

#### Perspectives 2024 :

La ville de Cléon envisage de mettre en sommeil au plus tard au 30/06/2024 l'opération d'aménagement des espaces publics à l'issue de l'achèvement de la procédure de concours d'urbanisme et d'aménagement des espaces publics.



### **5029 - Gymnase RIS**

#### Perspectives 2024 :

Par délibération du CM du 19/02/2024, la ville de Rouen a confié à RNA un mandat de réalisation pour la construction du gymnase sur l'opération Rouen Innovation Santé en vue d'une livraison de l'équipement à compter de 2027. La procédure de concours d'architecture qui sera lancée en février 2024 permettra à la ville de Rouen de désigner une équipe de maîtrise d'œuvre sur la base d'un projet phase ESQ+ fin 2024.

### **ASSISTANCES A MAITRISE D'OUVRAGE :**

#### **7014 - OPAH RU 3**

L'OPAH RU 3 sur le territoire de la ville d'Elbeuf a été lancée en 2018 avec une signature de la convention par tous les partenaires (ANAH, Département, Métropole, Ville...). L'opération de suivi et d'animation de l'opération s'est achevée au 31/03/2024 avec la rénovation de 120 logements dont, pour des biens appartenant à des propriétaires bailleurs, 72 logements très dégradés ou indignes, 35 logements présentant une dégradation moyenne et, pour des biens appartenant à des propriétaires occupants, 5 logements très dégradés ou indignes, 4 logements en précarité énergétique et 4 logements pour permettre l'autonomie de personnes à mobilité réduite.

#### Perspectives 2024 :

Une nouvelle convention OPAH RU 4 sera confiée à la SPL sur une durée de 5 ans avec un objectif de réhabilitation de 130 logements.

#### **7016 - Allorge**

La ville de Grand-Quevilly a souhaité se faire assister par RNA dans la mise au point du programme d'aménagement du site Allorge. L'année a été marquée par le dépôt d'une demande de modification de l'OAP du PLU par la ville caractérisant le secteur.

#### Perspectives 2024/2025 :

Cette mission pourra se poursuivre pour RNA par une concession d'aménagement à partir de 2025 permettant de mettre en œuvre le programme d'aménagement validé par la commune.

#### **7018 - Rémiplast.**

La SPL assiste la collectivité dans le cadre de la réalisation du programme privé dit « REMIPLAST » à Saint Aubin lès Elbeuf sur une parcelle (AL 196) de 8 675m<sup>2</sup>. Le terrain est occupé par la société Rémiplast jusqu'en 2027, la solution de transfert de l'activité est non stabilisée entre les parties.

#### Perspectives 2024 :

Confortement du planning opérationnel de l'opération : dépôt du PC et poursuite des négociations foncières.

#### **7020 - RIS AMO Equipements**

Dans le prolongement des démarches engagées au sein du Campus Rouen Normandie, la Métropole Rouen Normandie a souhaité se faire assister par RNA pour la définition des besoins des partenaires du Campus préalablement à la réalisation d'un programme de gymnase sur la ZAC Rouen Innovation Santé. Le programme a ainsi été validé par les partenaires fin 2023.

Aucune suite ne sera donnée sur la mission confiée pour l'ancienne Filature Leveillée, clôturant ainsi la mission d'AMO au 31/12/2023.

#### Perspectives 2024 :

Par délibération du CM du 19/02/2024, la ville de Rouen confiera à RNA un mandat de réalisation pour la construction du gymnase sur l'opération Rouen Innovation Santé en vue d'une livraison de l'équipement à compter de 2027.

#### **7023 - Clos du Père Jules**

Sur la base du retour d'expérience de précommercialisation des lots à bâtir réalisée pour le programme d'aménagement Matisse 3, la ville de Grand-Quevilly a souhaité se faire assister par RNA pour commercialiser 13 lots à bâtir de la phase 3 du lotissement Clos du Père Jules, réalisée sous sa maîtrise d'ouvrage.

L'année 2023 a été consacrée à la commercialisation des terrains permettant leur cession aux particuliers à compter de 2024. La mission s'achèvera au solde de la commercialisation des lots à bâtir par la ville de Grand-Quevilly.

#### **7024 - Centralité Châtelet**

Préalablement à la mise en place d'une concession d'aménagement, la ville de Rouen a souhaité confier une mission d'appui à la maîtrise d'ouvrage pour la conduite et la coordination des projets nécessaires au NPNRU de Rouen. Notifiée au printemps 2023, cette mission a pris fin à la notification du traité de concession d'aménagement de la ZAC Centralité Châtelet.

#### 7025 - Secteur Ancienne Mairie

Dans le prolongement du travail engagé pour la réalisation de l'Eco-bourg et à proximité de ce dernier, la ville de Cléon s'est interrogée sur le devenir de ses anciens équipements (ancienne mairie, bibliothèque et salle des fêtes) situés sur la parcelle AO67. Elle a donc souhaité se faire assister par RNA pour la définition du programme de ce site. La ville de Cléon a finalement fait part à l'aménageur de sa décision de ne pas donner suite à cette mission et de la clôturer sur la base du réalisé au 31/12/2023.

#### 7026 – Espace Marcel Lods

L'année 2023 a permis de signer le contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec la ville de Sotteville Les Rouen et d'engager une expertise complète de l'opération.

##### Perspectives 2024 :

L'année 2024 permettra d'assister la collectivité dans l'engagement des différentes consultations permettant de retenir les prestataires intellectuels et particulièrement celui concernant l'aménagement du parc.

#### 7027 Inventaire des fonciers zones métropolitaines

En application de la loi « Climat et Résilience » du 22 août 2021, la Métropole Rouen Normandie doit réaliser un inventaire des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire du territoire. Ce travail d'inventaire offre l'opportunité pour la Métropole de détecter de nouvelles opportunités foncières (biens vacants, dents creuses, densification, etc.) et de mettre en place de nouveaux outils d'observation des zones d'activités économiques (ZAE) qui alimenteront sa stratégie foncière économique. Des enquêtes de terrain sont nécessaires pour pouvoir produire des données fines et qualitatives. Une mission d'inventaire a été confiée à Rouen Normandie Aménagement. La mission s'est déroulée du 4 mai au 8 septembre 2023, comprenant la réalisation des enquêtes de terrain sur les ZAE à inventorier, l'actualisation des données disponibles sur l'Atelier Économique, la complétude des bases de données destinées à alimenter le SIG.

#### 7030 / NPNRU OPCU

La conduite et la coordination du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain accordé à neuf communes est supervisée par la Métropole Rouen Normandie. Le pilotage de ces mêmes projets de renouvellement urbain est supervisé directement par les villes à l'exception de trois d'entre-elles : Elbeuf, Oissel et Darnétal pour lesquelles un appui à la coordination technique, opérationnelle, administrative et financière est actuellement mené par la Métropole Rouen Normandie laquelle souhaite confier à la SPL une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur les années 2024 et 2025 pour accompagner ces communes à la coordination technique et opérationnelle de leur projet.

##### Perspectives 2024 :

Mise en place de la mission d'AMO pour une durée de 2 ans.

### III - RAPPORT FINANCIER SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE 2023

---

#### 1- Bilan et comptes de l'exercice 2023

Le bilan de la Société arrêté au 31 décembre 2023 répond aux exigences comptables. Bilan et comptes de résultat sont complétés par des annexes détaillées.

En application d'un règlement du Conseil National de la Comptabilité en date du 23 juin 1999, le bilan et les comptes de la société sont désormais complétés par des annexes relatives aux comptes rendus annuels aux collectivités locales, documents dont l'établissement est obligatoire.

Une présentation simplifiée des chiffres du compte de résultat "Société" avec regroupements de comptes et ventilation remaniée figure dans les tableaux ci-après :

Le compte de résultat de la société au 31/12/2023 présente un résultat net de 392K€ après IS avec :

- un total de charges de 2 361 K€
- un total de produits de 2 897 K€
- un montant d'impôts sur les bénéfices de 145K€

Le budget de la SPL, établi en décembre 2022, avait été chiffré avec un résultat prévisionnel de +275K€, soit une amélioration par rapport au budget initial de +116K€.

## RESULTAT 2022 - 2023 en milliers d'euros

	2022	2023			
	RESULTAT	RESULTAT	Evolution	BUDGET	Ecart
Charges	2 285	2 361	76	2 378	-18
Produits	2 696	2 897	201	2 766	131
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>411</b>	<b>537</b>	<b>125</b>	<b>388</b>	<b>149</b>
Impôts sur les sociétés	87	145	58	113	32
<b>RESULTAT NET</b>	<b>324</b>	<b>392</b>	<b>67</b>	<b>275</b>	<b>116</b>

Le résultat net 2023 progresse de 67K€ ce qui s'explique principalement par une augmentation des produits opérationnels sur les concessions Flaubert, Plaine de la Ronce et Madrillet et sur les mandats NPNRU Cléon, groupe scolaire Niki de St Phalle et l'Equipeement Leboucher.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des résultats de la société sur 6 ans.

Il permet de constater que le modèle économique de la SPL est résilient. Les résultats progressent en 2024 essentiellement grâce à l'opération Flaubert.



Les charges de 2022 à 2023 évoluent de +76K€ hors IS et +134K€ après IS, les principaux écarts sont les suivants :

	2022	2023			
	RESULTATS	RESULTATS	Evolution	BUDGET	Ecart
Achats (sous-traitance) et fournitures consommées	42	15	-27	37	-22
Prestations de gestion (expertise comptable et conseil)	68	73	5	73	0
Frais et prestations de mutualisation / autre sous-traitance	3	3	0	4	-1
Personnel de remplacement	16		-16		
Frais de déplacements	21	22	1	23	-1
Autres services extérieurs (assurances, maintenance, locations ..)	240	226	-14	257	-31
Impôts et taxes	19	16	-4	22	-6
Charges de personnel	1 825	1 911	86	1 881	30
<i>Personnel détaché</i>	6	36	30	5	31
<i>Personnel de la structure RNA</i>	1 700	1 827	127	1 822	6
<i>Personnel de la structure ALTERN</i>	79		-79		
<i>Formation et autres frais de personnel</i>	40	48	8	55	-7
Autres charges d'exploitation		0	0	0	0
Charges financières					
<b>Total de charges avant impôts et éléments exceptionnels</b>	<b>2 233</b>	<b>2 265</b>	<b>32</b>	<b>2 297</b>	<b>-32</b>
Dotations amortissements et provisions	52	96	44	82	14
<b>Charges</b>	<b>2 285</b>	<b>2 361</b>	<b>76</b>	<b>2 378</b>	<b>-18</b>

→ Une augmentation des charges de structure (+4%) : Résultat 2022 : 479K€ / Résultat 2023 : 498K€ (Evol. +20K€) Budgété 528K€ dont :

- Sous-traitance et fournitures consommées (-27K€) > sous-traitance 2022 (mission Concorde / ZA des Peupliers et ZA Pommeret)
- Services extérieurs (-14K€) : copropriété et locations parking et vélos (-10K€), entretien sur bien immobilier (-5K€)
- Impôts et taxes (+54K€) > dont +58K d'IS.



- Une augmentation des charges de personnel (+3.8%) : Résultat 2022 : 1 841K€ / Résultat 2023 : 1911K€ / (Evol. +70K€) Budgété 1881K€ (écart +30K€) :

	2022	2023			
	RESULTATS	RESULTATS	Evolution	BUDGET	Ecart
Personnel de remplacement	16		-16		
Charges de personnel	1 825	1 911	86	1 881	30
<i>Personnel détaché</i>	6	36	30	5	31
<i>Personnel de la structure RNA</i>	1 700	1 827	127	1 822	6
<i>Personnel de la structure ALTERN</i>	79		-79		
<i>Formation et autres frais de personnel</i>	40	48	8	55	-7

- **Personnel de remplacement** : 0K€ Evol 2022/2023 : -16K€  
2022 : Remplacement gestionnaire financier en longue maladie
- **Charges de personnel** :
- **Personnel détaché** : 36K€ Evol 2022/2023 : +30K€ > Société Optimum / mission MRN inventaire des zones d'activités métropolitaines  
**Ecart Budg.** (+31K€)
  - **Formation et autres frais de personnel** : 48K€ Evol 2022/2023 : +8K€  
Ecart bud. (-7K€) > formations
  - **Personnel de la structure** : 1827K€ Evol. 2022/2023 : +48K€  
Ecart budg (+6K€)
    - Personnel RNA : +127K€
      - Recrutement 2 CDI chantier : un expert pour ouvrage d'art Plaine de la Ronce et un expert superstructure pour équipements Notre Dame de Bondeville / RNS
      - Remplacement d'un responsable opérationnel (départ volontaire), impact des recrutements 2022, Actualisation masse salariale – provisions congés payés
    - Mise à disposition du personnel de la SPL Altern : -79K€
- La masse salariale de la SPL se décompose en équivalent temps plein (ETP) et en K€ (hors mise à disposition) comme suit :

#### Evolution de la masse salariale

	2022 Réalisé		2023 Budget		2023 Réalisé		2024 Budget	
	ETP	MS	ETP	MS	ETP	MS	ETP	MS
à périmètre constant	18,9	1 565	19,6	1 698	19,9	1 657	21	1 791
CDD/CDI chantier	1,9	96	0,9	75	1,2	109	3	198
Stagiaires	-	21		29	-	17	-	35
Provisions CP	-	19		20	-	44	-	20
IJ maladie								
<b>MASSE SALARIALE RNA</b>	<b>20,9</b>	<b>1 700</b>	<b>20,5</b>	<b>1 822</b>	<b>21,1</b>	<b>1 827</b>	<b>23,3</b>	<b>2 044</b>
<b>MASSE SALARIALE ALTERN</b>	<b>2,0</b>	<b>79</b>				-		
	<b>22,9</b>	<b>1 780</b>	<b>20,5</b>	<b>1 822</b>	<b>21,1</b>	<b>1 827</b>	<b>23,3</b>	<b>2 044</b>

En 2024, les ETP seront moindres qu'estimés au budget en raison de :

- la non prise en charge de l'opération OPAH RU de Rouen
- le report de travaux sur certaines opérations

Ils seront ajustés aux besoins réels.

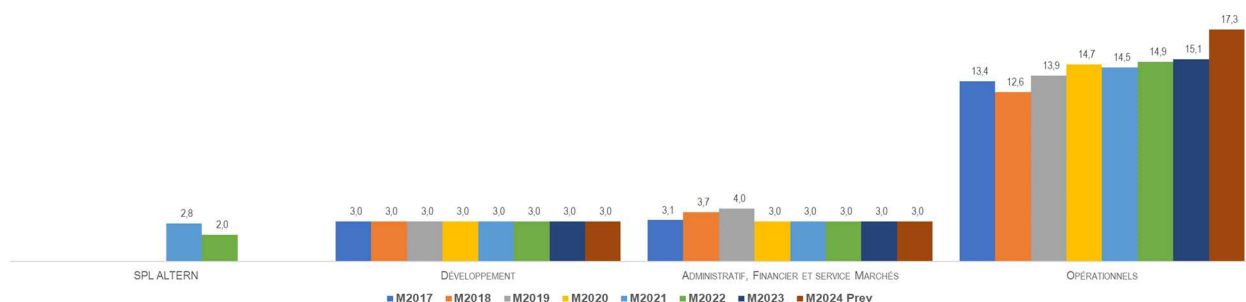
L'évolution de la masse salariale par fonctions évolue comme suit en termes chiffrés :

	2022						2023 (Budget 10/22)						2023 REALISE						Evolution coûts finaux en % 2022/2023
	REALISE		Mise à disposition		Masse sal. SPL		Budget		Mise à disposition		Masse sal. SPL		REALISE		Mise à disposition		Masse sal. SPL		
	ETP	Total	ETP	facturée	ETP SPL	coût final	ETP	Total	ETP	MAD prev	ETP SPL	coût final SPL	ETP	Total	ETP	MAD prév	ETP SPL	coût final	
Développement	3,2	416	0,8	114	2,4	302	3,0	413	0,7	112	2,3	302	3,0	402	0,7	111	2,3	291	-3,6%
Opérationnels	16,8	1 079	2,2	93	14,6	985	14,5	1 107	1,1	80	12,4	964	15,1	1 118	1,2	66	13,8	1051	6,7%
Financier - Marchés	2,9	245	0,6	46	2,3	199	3,0	253	0,4	35	2,7	218	3,0	246	0,4	43	2,6	204	2,3%
Stagiaires	0,0	21	0,0	0	0,0	21	0,0	29	0	0	0,0	29	0,0	17	0,0	0	0,0	17	-17%
Provisions CP - Autres régularisations	0,0	19	0,0	0	0,0	19	0,0	20	0,0	0	0,0	20	0,0	44	0,0	0	0,0	44	132%
TOTAL	22,9	1 780		253	19,3	1 527	20,5	1 822	2,1	227	17,4	1 533	21,1	1 827	2,3	220	18,7	1 608	5,3%
Total personnel structure	22,9	1 780	3,6	253	19,3	1 527	20,5	1 822	2,1	227	17,4	1 533	21,1	1 827	2,3	220	18,7	1 608	5,3%
Formations, charges diverses RH		40				40		55				55		48				48	
Personnel détaché		6				6		5				5		36				36	
Personnel de remplacement, intérim		16				16		0				0		0				0	
Total autres charges de personnel		62				62		60				60		84				84	34,9%
TOTAL GENERAL RH et assimilés		1 841				1 588		1 881				1 592		1 911				1 691	6,5%

La masse salariale SPL nette est constituée de la masse salariale diminuée de la mise à disposition des personnels en tant que de besoins (220K€ en 2023 contre 253K€ en 2022). La masse salariale SPL nette évolue de 5.3% : de 1527K€ en 2022, elle évolue à 1608K€ en 2023. La mise à disposition évolue globalement à la baisse (-33K€) :

- à la baisse pour :
  - la SEM Rouen Park (-2K€)
  - la SPL Altern (-79K€) dont le personnel recruté par RNA a été mis en en totalité à disposition de la SPL Altern jusqu'à sa constitution en 2022
- en augmentation pour :
  - la SEMRI (+25K€) en raison du travail au développement des actifs
  - le GIE PAR (+8K€) pour la prise en charge par l'assistante de Direction de RNA du secrétariat (absence maladie) et du suivi des ressources humaines de RNS et de Rouen Park
  - la SPL Rouen Normandie Stationnement (+15K€) pour le suivi de la fourrière

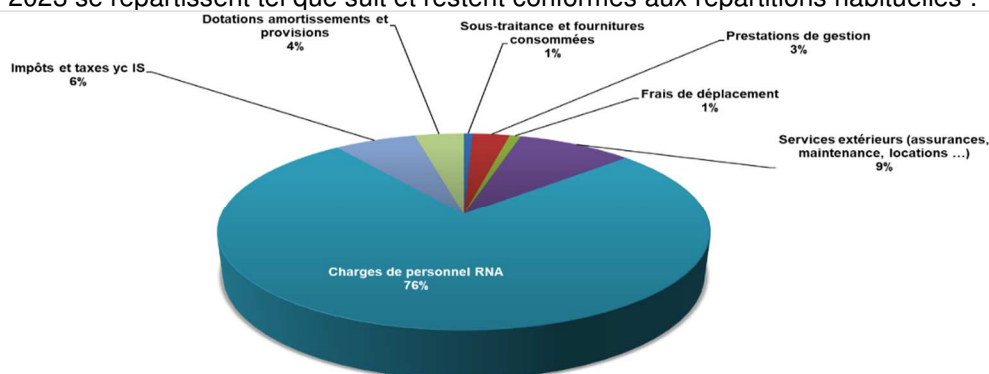
L'évolution du personnel en ETP (Equivalent temps plein) par grandes fonctions s'établit ainsi sur 8 ans :



→ Une augmentation de 86% des charges exceptionnelles et des dotations : Résultat 2022 : 52K€ / Résultat 2023 : 96K€ / (Evol. +44K€) Budgété 82K€ (écart +14K€) :

- Dotations amortissements et provisions : dotations indemnités de retraite > actualisation indiciaire significative

Les charges 2023 se répartissent tel que suit et restent conformes aux répartitions habituelles :



Les produits évoluent de +201K€ de 2022 à 2023, les principaux écarts sont les suivants :

	2022	2023			
	RESULTATS	RESULTATS	Evolution	BUDGET	Ecart
Rémunérations sur opérations	2 345	2 630	285	2 528	102
<i>Concessions</i>	1 676	2 008	332	1 876	132
<i>Mandats de réalisation</i>	429	477	48	591	-114
<i>AMO et conduites d'opération</i>	240	145	-95	61	83
<i>Projets</i>					
Produits d'exploitation	267	231	-36	236	-5
Produits financiers	9	32	23		32
Produits divers	9	4	-5	3	1
<b>Total des produits avant éléments exceptionnels</b>	<b>2 630</b>	<b>2 896</b>	<b>266</b>	<b>2 766</b>	<b>130</b>
Produits exceptionnels					
Reprises aux provisions pour risques et charges	66	1	-65		1
<b>Produits</b>	<b>2 696</b>	<b>2 897</b>	<b>201</b>	<b>2 766</b>	<b>131</b>

→ Une progression des produits opérationnels de 9% : Résultat 2022 : 2345K€ / Résultat act. 2023 : 2551K€ (Evol. prév. +206K€) Budgété 2528K€ (écart prév. +23K€) :

→ Issus de l'avancement opérationnel des concessions : +332K€ (+20%) :

	Evolutions
6000 - Metropole - Rouen Flaubert (Rouen)	195
6005 - Metropole - Plaine de la Ronce (Bois Guillaume-Isneauville-Fontaine sous Préaux-É)	116
6006 - Metropole - Moulin IV (Cléon)	1
6007 - Metropole - Halage Isover (Saint Etienne du Rouvray)	-1
6009 - Petit Quevilly - Petit Quevilly Village (Petit Quevilly)	-53
6010 - Metropole - ZAE Elisa Lemonnier (Petit Quevilly)	8
6012 - Métropole - Sablonnière (Oissel)	-79
6013 - Metropole - Coton (Saint Etienne du Rouvray)	-3
6014 - Notre Dame de Bondeville - Leboucher (Notre Dame de Bondeville)	
6017 - Métropole - Coutures Nord (Cléon)	25
6018 - Grand Quevilly - Matisse 3 (Grand Quevilly)	48
6019 - Cléon - Centre commercial des Feugrais (Cléon)	9
6020 - Rouen - Centralité Châtelet (Rouen)	
6034 - Metropole - Rouen Innovation Santé (Rouen)	-10
6035 - Rouen - Luciline (Rouen)	8
6802 - Metropole - Rouen Madrillet Innovation (St Etienne du Rouvray)	68
6810 - Cléon - Berges de l'Etang (Cléon)	0

L'écart budgétaire (+132K€) concerne essentiellement l'avancement des opérations Rouen Flaubert avec les travaux d'aménagement de Rondeau et Plaine de la Ronce

→ Issus de l'avancement opérationnel des mandats : +48K€ (+11%) :

	Evolutions
5001 - Metropole - Bords de Seine (Rouen)	-3
5004 - Métropole - Voiries Quevilly village (Petit Quevilly)	3
5006 - Petit Quevilly - Groupe scolaire Wallon (Petit Quevilly)	-30
5007 - Petit Quevilly - Groupe scolaire Chevreul (Petit Quevilly)	-8
5008 - Petit Quevilly - Groupe scolaire quartier piscine (Petit Quevilly)	-28
5010 - Petit Quevilly - Démolition parking Logirep (Petit Quevilly)	5
5011 - Saint Aubin les Elbeuf - Rénovation Espaces publics (Saint Aubin les Elbeuf)	-1
5015 - Cléon - Groupe scolaire (Cléon)	-37
5016 - Cléon - Centre socio-éducatif (Cléon)	-9
5017 - Cléon - Pôle petite enfance (Cléon)	-6
5018 - Cléon - Prévert centre de loisirs (Cléon)	-7
5019 - Cléon - Expertise voiries (Cléon)	21
5020 - Metropole - Voiries Cléon (Cléon)	23
5022 - Petit Quevilly - Groupe scolaire Niki de St Phalle (Petit Quevilly)	31
5023 - Notre Dame de Bondeville - Equipement Leboucher (Notre Dame de Bondeville)	69
5025 - Petit Quevilly - Stade Lozai (Petit Quevilly)	17
5026 - Cléon - Ecobourg Halle (Cléon)	

L'écart budgétaire (-114K€) concerne pour l'essentiel le report des faits générateurs de rémunération et la prolongation des mandats pour les opérations voiries Petit Quevilly, Groupe scolaire Henri Wallon, Groupe scolaire quartier piscine, Bords de Seine. L'opération rénovation des espaces publics St Aubin a été mise en sommeil un trimestre.

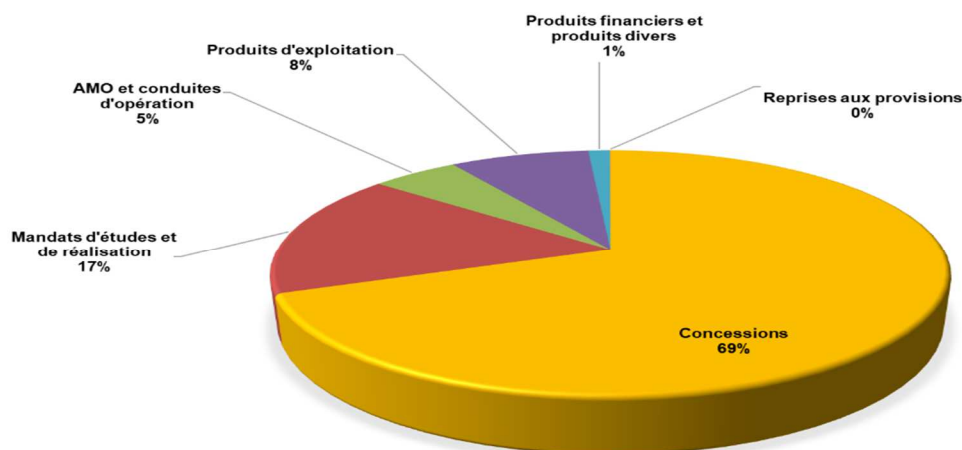
- **Issus des AMO et conduites d'opération** : -95K€ (-40%) dont :

	Evolutions
7014 - <b>Metropole</b> - OPAH RU 3 (Elbeuf)	-61
7016 - <b>Grand Quevilly</b> - Programme Allorge (Grand Quevilly)	-1
7017 - <b>Metropole</b> - Lucilline Géothermie (Rouen)	-5
7018 - <b>Saint Aubin les Elbeuf</b> - Rémiplast (St Aubin les Elbeuf)	2
7019 - <b>Metropole</b> - Concorde (Rouen)	-105
7020 - <b>Metropole</b> - RIS Pôle de vie (Rouen)	4
7023 - <b>Grand Quevilly</b> - Père Jules (Grand Quevilly)	3
7024 - <b>Ville de Rouen</b> - Centralité Châtelet (Rouen)	13
7025 - <b>Cléon</b> - Secteur de l'ancienne mairie (Cléon)	0
7026 - <b>Sotteville</b> - Lods (Sotteville Les Rouen)	17
7027 - <b>MRN</b> - Inventaire ZAC (Rouen)	38

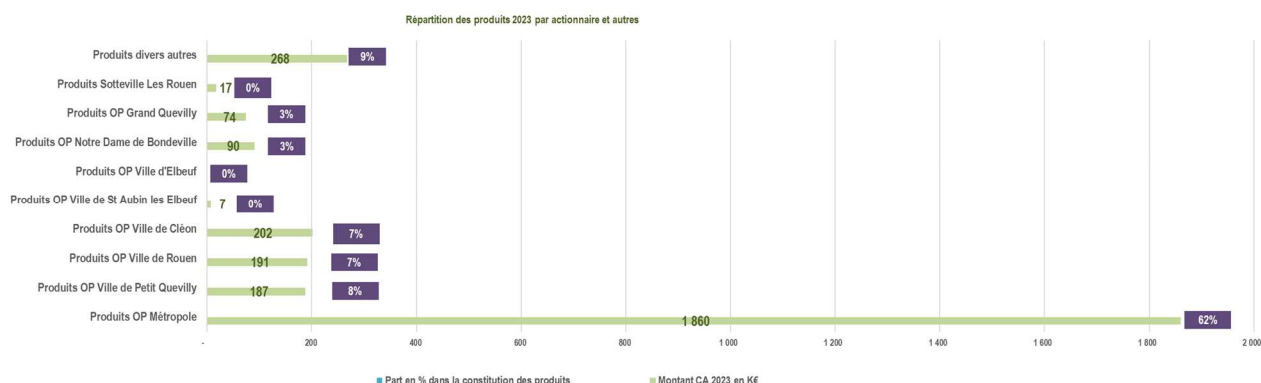
L'écart budgétaire (+83K€) concerne les produits nouveaux dont l'AMO Lods (Sotteville Les Rouen), Centralité Châtelet (Ville de Rouen), l'inventaire des zones d'activités métropolitaines (Métropole) et l'avenant OPAH RU (Métropole).

- **Une diminution des autres produits (-6%): Résultat 2022 : 267K€ / Résultat 2023 : 231K€ (Evol. -36K€) Budgété 236€ (écart -5K€) :**
  - MAD de personnel (-33K€)
  - MAD des locaux (-5K€)
  - Autres produits (+3K€) > QP étude fusion RNS
  - Transfert de charges (-k€)
- **Une augmentation des produits financiers : Résultat 2022 : 9K€ / Résultat 2023 : 32K€ (Evol. +23K€) Budgété 0€ :**
  - Rémunération du compte courant de la société
- **Une baisse des reprises aux provisions : Résultat 2022 : 66K€ / Résultat 2023 : 1K€ (Evol. +65K€) Budgété 0K€ (écart +1K€) :**
  - 2022 : variation des dotations pour indemnités de retraite des personnels sortants et actualisation significative de la dette actuarielle pour personnels en place

Les produits 2023 se répartissent tel que suit. On constate la progression des produits issus des concessions d'aménagement.



Le graphique ci-après illustre la répartition par actionnaires des produits 2023 :



Produits divers autres \* = mutualisation des coûts personnel et locaux (228K€) / Autres produits (3K€) / Reprise des provisions pour risques et charges (1K€) / transfert de charge (4K€) et produits financiers (32K€)

## Le résultat

Le résultat net s'établit à 391 779 euros.

## Affectation des résultats

La réserve légale dépassant le seuil minimal de 10% du capital social, il est proposé d'affecter le bénéfice de 391 779 euros au compte « autres réserves » et d'autre part de transférer du compte report à nouveau la totalité des sommes, soit 2 313 622 euros, au compte « autres réserves ».

## Capitaux propres de la SPL au 31/12/2023, prévisions 2024

Ils s'élevaient à 3 978 722€ au 31/12/2022.

Au 31/12/2023, ils s'élèveront à **4 370 501€** après affectation du résultat.

Sur la base du budget prévisionnel 2024 approuvé le 7 décembre 2023, le résultat prévisionnel de l'exercice 2024 s'établit à 373K€ ce qui porteraient les fonds propres à 4 744K€ au 31/12/2024.

Il est difficile de mesurer les impacts négatifs de la tendance haussière de l'inflation notamment consécutive au conflit ukrainien. La SPL poursuit son activité en prenant les mesures nécessaires pour en limiter l'impact. La société n'a pas connaissance à l'heure de rédaction du présent rapport de difficultés majeures qui seraient de nature à remettre en cause la poursuite de son exploitation.

Les fonds propres de Rouen Normandie Aménagement évolueraient ainsi :

en K€	2019	2020	2021	2022	2023	prév. 2024
<b>Capital social</b>	550	550	550	550	550	550
1ère augmentation	380	380	380	380	380	380
2ème augmentation	570	570	570	570	570	570
<b>Total capital social</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>
Réserve légale	102	119	133	149	165	185
Autres réserves et report à nouveau	1 107	1 439	1 708	2 005	2 314	2 686
Résultat brut avant impôt			329	411	537	523
Impôt sur les sociétés			16	87	145	149
Résultat de l'exercice	<b>349</b>	<b>284</b>	<b>313</b>	<b>324</b>	<b>392</b>	<b>373</b>
<b>Fonds propres</b>	<b>3 058</b>	<b>3 342</b>	<b>3 654</b>	<b>3 979</b>	<b>4 371</b>	<b>4 744</b>

## Tableau des résultats des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00
Nombre d'actions ordinaires	150 000,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
<b>Opérations et résultats :</b>					
Chiffre d'affaires (H.T.)	10 109 437,17	17 957 073,95	16 760 334,53	12 132 786,74	20 729 959,26
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions		2 954 707,31	2 607 654,00	-2 787 848,04	720 930,98
Impôts sur les bénéfices			15 837,00	86 883,00	144 779,00
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	348 913,99	283 732,84	312 820,41	324 367,73	391 778,96
<b>Résultat par action</b>					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	0,00	19,70	17,28	-19,16	3,84
Résultat après impôts, participation dotations aux amortissements et provisions	2,33	1,89	2,09	2,16	2,61
Dividende distribué					
<b>Personnel</b>					
Effectif salariés	21	21	23	23	23
Montant de la masse salariale	1 124 464,72	1 103 684,11	1 193 196,37	1 207 876,91	1 223 792,30
Montant des sommes versées en avantages sociaux	486 447,26	494 182,99	540 023,94	555 615,10	587 816,65